

LE RÉGIME FISCAL DE LA DONATION ENTRE VIFS

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 13 Novembre 1929, à 14 Heures

par

ANDRÉ JOLY

JURY

Président : M. E. PILON, Professeur ;

Suffragants : M. WAHL, Professeur ;

M. CASSIN, Professeur ;

Librairie PICART

59, Boulevard Saint-Michel, 59

PARIS (5^e)

1929

LE RÉGIME FISCAL
DE LA DONATION ENTRE VIFS

LE RÉGIME FISCAL DE LA DONATION ENTRE VIFS

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 13 Novembre 1929, à 14 Heures

par

ANDRÉ JOLY

JURY

Président : M. E. PILON, Professeur ;

Suffragants : M. WAHL, Professeur ;

M. CASSIN, Professeur ;

Librairie PICART

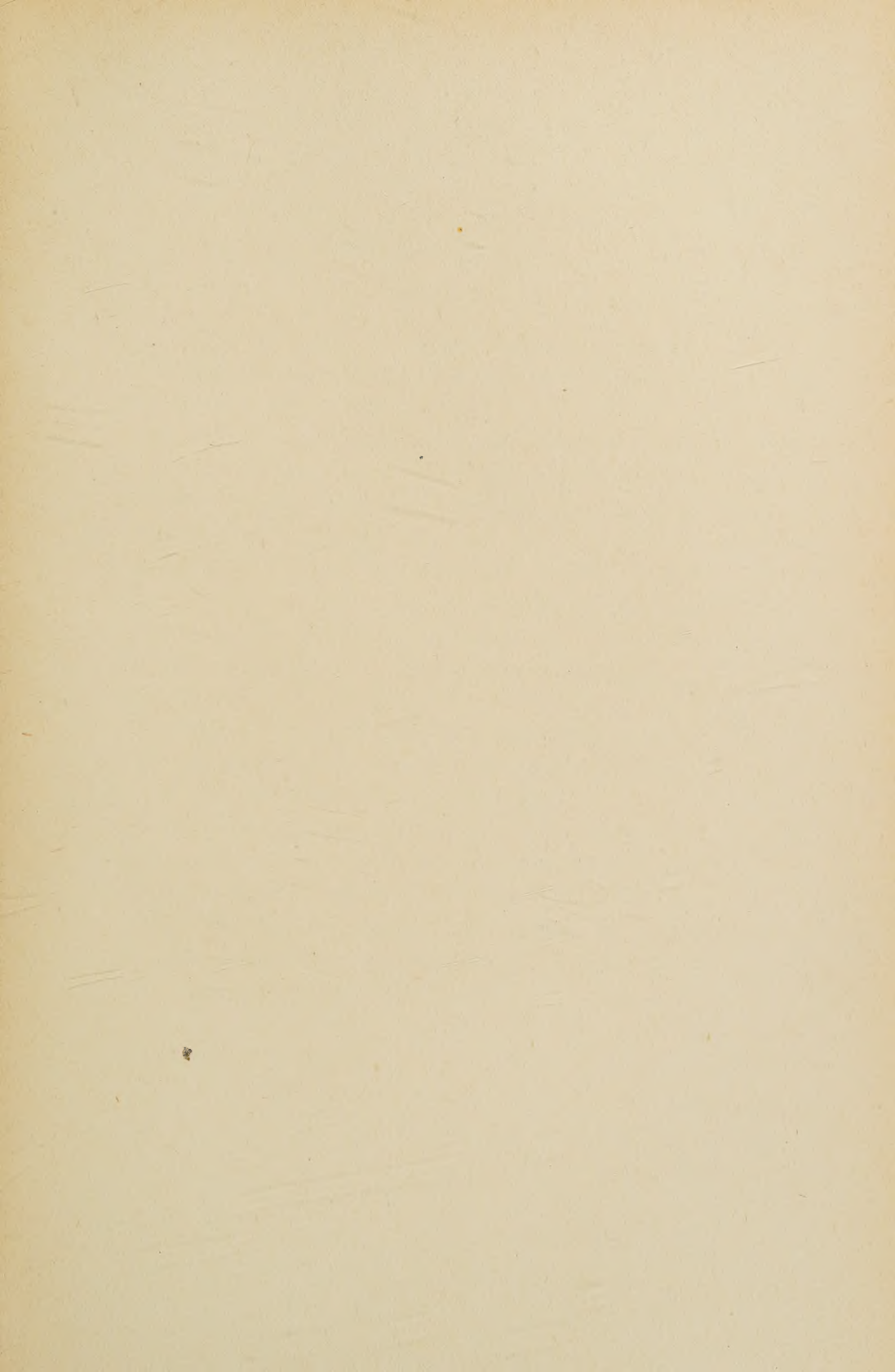
59, Boulevard Saint-Michel, 59

PARIS (5^e)

1929

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses.
Ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*







Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555813_0029

INTRODUCTION

1. — *Les événements de l'après-guerre ont montré l'importance des questions fiscales notamment de celles relatives à l'enregistrement.*

Jusqu'alors cette branche du droit avait été traitée en parente pauvre, et n'attirait guère l'attention : la chaire d'enregistrement de la Faculté de droit de Paris n'est-elle pas de création récente ?

Cette place faite à l'enregistrement pouvait s'expliquer, et non se justifier, par la complication de cette matière, qui paraissait aux observateurs superficiels comme un ensemble de solutions sans lien, ni entre elles, ni avec des principes.

En réalité, l'enregistrement a des principes, comme toute discipline juridique, mais avec cette restriction, que le droit civil domine le droit fiscal.

Cette prédominance du droit civil sur le droit fiscal était formulée presque à la manière d'un axiome, jusqu'à la naissance récente d'une nouvelle doctrine tendant à revendiquer l'autonomie du droit fiscal en face du droit commun, nouvelle doctrine énergiquement combattue par certains auteurs (1).

(1) Pilon p. 44 et suivantes.

Cette double actualité du droit fiscal, tant au point de vue législatif qu'au point de vue doctrinal, nous a conduit à l'étude du régime fiscal de la donation entre vifs. L'étude complète de la donation entre vifs, en ce qui concerne les droits d'enregistrement, serait la matière d'un très important ouvrage ; c'est pourquoi nous avons exclu de notre travail le don manuel et la donation partage.

2. — *Le régime fiscal des donations entre vifs, fort compliqué dans l'Ancien droit, a été remanié pendant la période révolutionnaire, et définitivement transformé par la grande loi du 22 frimaire an VII. Depuis lors, cette partie du droit fiscal a subi peu de modifications importantes :*

Le principe de la proportionnalité du droit a été maintenu.

Les tarifs ont augmenté d'une façon continue, et sont arrivés à l'heure actuelle à des taux impressionnants ; mais par contre, il a été fait des distinctions de plus en plus nombreuses eu égard aux liens de parenté existant entre le donateur et le donataire, « l'échelle des affections » s'est allongée, permettant une application plus souple du droit proportionnel.

A mesure que les tarifs s'élevaient, les parties se sont ingénérées à éluder le paiement de l'impôt, ou tout au moins à payer des droits moins élevés, en cachant la donation sous l'aspect d'une autre opération juri-

III

dique ; à cet égard, l'étude des donations déguisées est des plus intéressantes, l'exigibilité du droit est quelque fois assez délicate.

Nous avons divisé cet ouvrage en deux titres :

Dans le titre premier consacré à l'étude des tarifs et la liquidation des droits, nous examinerons l'évolution législative de l'aménagement des tarifs, en réservant plus de développement à l'aménagement né des difficultés financières de la guerre et de l'après-guerre, et des idées nouvelles tendant à faire une place de faveur aux familles nombreuses.

Enfin dans le titre deuxième, nous étudierons la question de l'exigibilité du droit proportionnel de donation, en serrant de très près le droit civil, nous aurons l'occasion de passer en revue les principales décisions d'une jurisprudence considérable en la matière, tant il est vrai que les contribuables ont toujours lutté contre un impôt de plus en plus lourd.

TITRE I

Des Tarifs et de la Liquidation des Droits

CHAPITRE PREMIER

DES TARIFS

3. — Après avoir fait un historique des tarifs, applicables à la donation entre vifs, nous étudierons les tarifs actuels, leur réduction ou augmentation, et enfin, nous dirons un mot de la transcription.

Section 1

DE L'HISTOIRE DES TARIFS

4. — A) *Ancien Régime*. — Avant la Révolution de 1789, le régime fiscal des donations entre vifs était fort compliqué, quant au nombre des droits et quant à leur liquidation.

Ces donations rendaient exigibles des droits de diverses espèces :

1° Le droit de contrôle qui était le même que pour tous les autres actes. Le contrôle était en effet une formalité commune à tous les actes civils, judiciaires ou extrajudiciaires, qui consistait dans la relation sur un registre public, de ces divers actes, moyennant un droit que l'on payait au fisc.

Institué pour les actes des notaires par un édit de Juin 1581, et complètement organisé par un édit de Mars 1693, le contrôle n'était pas obligatoire dans tout le royaume : l'Alsace, la Flandre, le Hainaut, le Cambrésis et l'Artois en étaient dispensés.

Il en était de même pour les notaires de Paris en reconnaissance d'un prêt de 900.000 livres qu'ils avaient consenti au Trésor dans un moment de pénurie.

2° Le droit d'insinuation. L'insinuation introduite comme mode de publicité des donations et des substitutions, destiné à protéger les tiers, devient un moyen fiscal sous le règne de François I^{er}, et surtout sous celui de Louis XIV. Elle était exigée en principe pour toutes les donations même mobilières.

Ce droit ne s'appliquait pas uniformément à toutes les donations, il ne devait être perçu, ni sur les donations en ligne directe par contrat de mariage ou à cause de mort, ni sur les donations d'objets mobiliers au-dessous de 300 livres faites aux établissements de mainmorte.

Son taux était de 1 % avec maximum de 50 livres. En outre en règle générale, on ajoutait 10 sous pour 100 livres aux droits de contrôle et d'insinuation.

La liquidation des droits à percevoir **sur** les dons mutuels s'effectuait en tenant compte du rang social des personnes, et nullement des revenus ou capitaux : c'étaient des droits fixes portés à 22 livres, 10 sous de contrôle et 75 livres d'insinuation pour les grands dignitaires ; à 15 livres de contrôle et 30 livres d'insinuation pour les nobles et autres personnes d'un rang inférieur ; à 3 livres de contrôle et 7 livres 10 sous d'insinuation pour les paysans, les artisans.

Comme pour le contrôle, la sanction du défaut d'insinuation était la nullité des actes.

3° Le centième denier, ou droit de 1 % perçu sur les mutations d'immeubles.

4° Le droit seigneurial de lods et ventes, qui n'était perçu que dans quelques localités.

5. — B) *Epoque révolutionnaire*. — Ce système compliqué fut aboli par le décret-loi des 5-19 Décembre 1790, qui réunit tous les droits anciens en un seul, en maintes circonstances ce décret-loi tarifait les donations d'objets mobiliers au même taux que les donations d'immeubles.

La loi du 9 pluviôse an IV éleva les tarifs, celle du 29 vendémiaire an VI apporta des changements par suite desquels, les donations d'objets mobiliers, celles

des rentes qu'on appelait immeubles fictifs, furent généralement taxées à un taux moindre que les donations d'immeubles réels.

Enfin la grande loi du 22 frimaire an VII, maintint la distinction entre les meubles et les immeubles, et refondit les tarifs intermédiaires en classant les donations eu égard aux liens de parenté existant entre la personne du donateur et celle du donataire, mais elle n'a établi sous ce rapport que 2 quotités différentes, l'une pour les donations en ligne directe, non comprises, toutefois, les donations partage, l'autre pour les donations entre autres parents, et même entre étrangers.

Ces tarifs étaient les suivants (art. 69, § 5, n° 8) :

Degré de parenté		Donation hors contrat de mariage	Donation par contrat de mariage
Ligne directe	Meubles.....	1,25 %	0,625 %
	Immeubles.....	2,50 %	1,25 %
Entre collatéraux et personnes non parentes	Meubles.....	2,50 %	1,25 %
	Immeubles.....	5	2,50 %

6. — C) *Période Moderne.* — Depuis la loi de frimaire, nombreuses ont été les lois ayant remanié les tarifs applicables aux donations entre vifs. Nous pourrions constater au cours de ce rapide historique, que les tarifs ont toujours suivi une marche ascendante, singulièrement accélérée du fait de la grande guerre

de 1914-1918 ; élévation qui s'est alliée à la création de classes de donation de plus en plus nombreuses, eu égard aux liens de parenté existant entre la personne du donateur et celle du donataire.

Les tarifs de la loi de frimaire furent refondus par l'art. 53 de la loi du 28 Avril 1816 qui créa la classe des donations entre époux et augmenta les tarifs pour les personnes non parentes au degré successible.

Degré de parenté		Hors contrat de mariage	Par contrat de mariage
Entre époux	Meubles.....	1,50	0,75
	Immeubles.....	3	1,50
Entre collatéraux jusqu'au degré successible (12°)	Meubles.....	2,50	1,25
	Immeubles.....	5	2,50
Entre toutes autres personnes	Meubles.....	3,50	1,75
	Immeubles.....	7	3,50

A ces tarifs il y avait lieu d'ajouter le droit de transcription de 1,50 % dans tous les cas où les actes étaient de nature à être transcrits au bureau des hypothèques (Art. 54).

7. — L'article 33 de la loi du 21 Avril 1832 subdivisa la classe des collatéraux et remania les tarifs des donations autres que celles entre époux et en ligne directe. Elle fondit en un seul droit le droit de mutation sur les donations d'immeubles, et le droit de trans-

cription, mais cette fusion n'eut pas lieu pour les donations en ligne directe et entre époux.

Degré de parenté		Hors contrat de mariage	Par contrat de mariage
Entre	{ frères et sœurs { Meubles.	3	2
	{ oncles et tantes { Immeubles	6,50	4,50
	{ neveux et nièces { Meubles.	4	2,50
Entre	{ grands oncles et { Meubles.		
	{ grand'tantes, pe- { tils neveux et pe- { tites nièces, cou- { sins germains { Immeubles.	7	5
Au-delà du 4 ^e degré et jusqu'au 12 ^e degré	{ Meubles.	5	3
	{ Immeubles	8	5,50
Entre personnes non parentes	{ Meubles	6	4
	{ Immeubles	9	6

8. — Ces tarifs furent remaniés par l'art. 10 de la loi du 18 Mai 1850, qui assujettit les donations de meubles aux mêmes tarifs que les donations d'immeubles. Le taux dû sur les donations en ligne directe et entre époux, fut donc porté respectivement à 2,50 et 3 %, et le droit de transcription de 1,50 % a continué d'être exigible au moment de l'enregistrement, sur celles de ces donations qui étaient susceptibles d'être transcrites, c'est-à-dire sur les donations d'immeubles.

9. — Cette anomalie disparut avec l'art. 18 de la loi du 25 février 1901, ainsi conçu :

« Les droits d'enregistrement des donations entre

« vifs de biens meubles ou immeubles sont affranchis
« de tout décime, ils seront perçus selon les quotités
« ci-après, et la formalité de la transcription au bu-
« reau du conservateur des hypothèques ne donnera
« plus lieu à aucun droit proportionnel, autre que la
« taxe établie par la loi du 27 Juillet 1900 ».

Dans le tableau suivant, nous donnons les tarifs de la loi de 1901, et ceux de la loi du 8 Août 1910 (art. 11) intervenue pour les augmenter.

Degré de parenté	Don H. cont. Mariage		Don par cont. Mariage	
	1901	1910	1901	1910
Ligne directe	3,50	4,50	2	2,50
Entre époux	5	6,50	3,50	4,50
Entre frères et sœurs	9	11	7	8,50
Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces	10	13	8	10
Entre grands oncles ou grand'tantes, tantes et neveux ou nièces, cousins germains }	11	15	9	12
Entre parents au 5° et 6° degré	12		10	
Au-delà du 6° degré et entre personnes non parentes }	13,50	18	11	15

10. — Les besoins de la guerre ont causé une augmentation massive des tarifs, réalisée par l'art. 14 de la loi du 31 Décembre 1917. Les anciennes classifications demeurent, mais les tarifs deviennent dégressifs

en ligne directe ou entre époux, suivant le nombre d'enfants vivants ou représentés du donateur.

Ces tarifs sont indiqués dans le tableau suivant :

Degré de parenté			Tarif	
Entre ligne directe	Donation par contrat de mariage à des descendants	Plus de 2 enf. vivants ou représentés	4,50	
		2 enf. vivants ou représentés	5,50	
		1 enfant vivant ou représenté	6,50	
	Autres donations	Plus de 2 enf. vivants ou représentés	6,50	
		2 enf. vivants ou représentés	8,50	
1 enfant vivant ou représenté		10,50		
Entre Epoux	Par contrat de mariage		8	
	Hors contrat de mariage	Plus de 2 enf. vivants ou représentés issus du mariage		6,50
		Plus de 2 enf. vivants ou représentés issus du mariage		10
		1 enfant vivant ou représenté issu du mariage		13,50
		Sans enfant vivant ou représenté issu du mariage		17
		Entre frères et sœurs	par contrat de mariage aux futurs	13
		hors contrat de mariage		23
Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces	par contrat de mariage aux futurs	15		
	hors contrat de mariage		25	
Entre grands oncles ou grand'tantes et petits neveux ou petites nièces et entre cousins germains	par contrat de mariage aux futurs	17		
	hors contrat de mariage		27	
Entre parents au-delà du 4 ^e degré et entre personnes non parentes	par contrat de mariage aux futurs	21		
	hors contrat de mariage		31	

11. — Ces tarifs furent encore refondus par l'art. 32 de la loi du 25 Juin 1920, qui distingue les dona-

tions faites aux descendants de celles faites aux ascendants, et augmente considérablement les droits dûs sur les donations entre collatéraux et personnes étrangères.

Enfin il y a lieu de majorer ces tarifs du double décime institué par l'article 3 de la loi du 22 Mars 1924. Ces nouveaux tarifs font l'objet de l'art. 284 du Code de l'enregistrement (décret du 28 Décembre 1926, portant codification des textes concernant l'Enregistrement).

Degré de parenté			Tarif
En ligne directe des-cen-dante	donation par contrat de mariage à des descendants	plus de 2 enf. vivants ou représentés	4,30
		2 enf. vivants ou représentés	5,40
		1 enfant vivant ou représenté	6,60
	autres donations	plus de 2 enf. vivants ou représentés	6,60
		2 enf. vivants ou représentés	9
1 enfant vivant ou représenté		11,40	
En ligne directe ascendante.....			11,40
Entre époux	par contrat de mariage		5,40
		plus de 2 enf. vivants ou représentés issus du mariage.....	6,60
	hors contrat de mariage	2 enf. vivants ou représentés issus du mariage.....	9
		1 enfant vivant ou représenté issus du mariage.....	11,40
		pas d'enfant vivant ou représenté issu du mariage.....	13,80
Entre frères et sœurs	par contrat de mariage aux futurs..	18	
	hors contrat de mariage.....	30	
Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces	par contrat de mariage aux futurs...	24	
	hors contrat de mariage	36	
Entre grands oncles ou grand'tantes, et petits neveux, ou petites nièces et entre cousins germains	par contrat de mariage aux futurs..	30	
	hors contrat de mariage	42	
Entre parents au-delà du 4 ^e degré et entres personnes non parentes	par contrat de mariage aux futurs..	36	
	hors contrat de mariage	48	

12. — Indépendamment du droit de mutation auquel sont soumises les donations entre vifs, les actes qui les constatent doivent toujours être rédigés sur papier timbré.

L'acceptation de la donation, l'état du mobilier, et l'état des dettes, ne peuvent être écrits à la suite de la donation, s'ils sont rédigés par acte séparé ; mais ces actes peuvent être rédigés sur la même feuille de timbre à condition qu'ils soient écrits dans le même contexte.

Section 2

DES CONDITIONS D'APPLICATION DES TARIFS

13. — Nous venons de voir que l'art. 284 C. E. édicte des taux différents pour les donations en ligne directe descendante et entre époux, selon le nombre *d'enfants vivants ou représentés* du donateur.

Au nombre de ces enfants doit être ajouté l'enfant qui :

1° Est décédé après avoir atteint l'âge de 16 ans révolus ;

2° Etant âgé de moins de 16 ans, a été tué par l'ennemi au cours des hostilités, ou est décédé des suites de faits de guerre, soit durant les hostilités, soit durant l'année à compter de leur cessation (c'est-à-dire entre le 2 Août 1914 et le 23 Octobre 1920).

Le bénéfice de cette disposition est subordonné à la production.

1° D'un acte de décès pour l'enfant âgé de plus de 16 ans.

2° Et pour l'enfant décédé avant 16 ans, d'un acte de domicile du défunt, établissant les circonstances de la blessure ou de la mort.

Ces pièces peuvent être annexées à la minute de l'acte de donation ou déposées au bureau de l'Enregistrement (2).

14. — Des difficultés se sont élevées pour déterminer le sens du mot « ajouté » inséré dans l'acte 302 C. E., cet article est en effet ainsi rédigé :

« ...doit être *ajouté au nombre des enfants* vivants
« ou représentés du défunt ou du donateur l'enfant
qui... ».

L'Administration avait d'abord prétendu que pour tenir compte de ces enfants il fallait qu'il existât des enfants vivants ou représentés (3).

Cette interprétation contraire à l'esprit de la loi n'a pas prévalu ; l'Administration reconnaît maintenant, qu'il convient d'admettre, en tout état de cause, l'entrée en ligne de compte des enfants du donateur morts vic-

(2) Inst. 3626, § 6 in fine.

(3) Inst. 3645, § 1, n° 2.

times de la guerre, ou après avoir atteints l'âge de 16 ans révolus, sans distinguer selon qu'il existe ou non d'autres enfants vivants ou représentés (4).

15. — Le mot « enfants » doit être pris dans son sens littéral et s'entend exclusivement des descendants en ligne directe au premier degré du donateur (5).

16. — Au nombre des *enfants vivants* il y a lieu de comprendre :

- 1) les enfants légitimes ou légitimés ;
- 2) les enfants naturels reconnus.

L'article 756 du Code civil admettant les enfants naturels reconnus à la succession de leurs père et mère, le tarif en ligne directe est applicable (6) aux aux donations qui leur sont faites par ces derniers.

Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de justifier d'un acte antérieur de reconnaissance, le préposé de l'administration ne pouvant voir que ce qui est dit (7).

Remarquons que cette reconnaissance peut résulter de l'acte de donation lui-même lorsqu'un homme se dit père naturel, ou une femme mère naturelle, et fait une donation à ce titre, par acte authentique (art. 334 Code Civ.).

- 3) les enfants conçus, lorsqu'ils naissent via-

(4) Inst. 3.736, § 29.

(5) Cass. 26 juin 1924 R. P. 14.390.

(6) Inst. 2.902.

(7) Solut. 5 novembre 1834, J. E. 11.054.

bles, leur entrée en ligne de compte n'est que l'application du droit civil, ces enfants pouvant être sujets de droit.

L'Administration a admis qu'il y avait lieu de tenir compte pour l'application de la taxe successorale de l'enfant conçu à la date du décès et né viable (8). Il semble que cette solution doive être acceptée en matière de donation : l'art. 293 du C. E. visant la taxe successorale emploie en effet les mêmes expressions « enfants vivants ou représentés ».

Bien entendu le droit est perçu lors de la donation en ne tenant aucun compte de l'enfant conçu, mais lors de sa naissance, il y aura lieu à révision de la perception sur la demande des parties.

4) les enfants adoptifs.

Les enfants adoptifs ont été assimilés aux enfants du sang pour le calcul de la taxe successorale. Un jugement du Tribunal de Villefranche-s-Saône (9) est ainsi motivé.

« Attendu que les principes du droit civil gouvernent et régularisent le droit fiscal dont ils
« sont la base première, tout spécialement en
« matière de succession ; qu'ainsi en droit suc-

(8) Inst. 3.700, § 31.

(9) Villefranche-s-Saône, 14 juin 1922, D. 22-2-97. Note Besson, sur pourvoi Cass. Civ. 26 juin 1924, D. H. 1924, p. 530.

« cessoral fiscal comme en droit civil, le mot
« enfant, employé sans épithète, comprend aussi
« bien l'enfant adoptif que l'enfant légitime ».

Cette solution doit également être étendue en matière de donation.

17. — Il doit être tenu compte des enfants vivants ou *représentés*. Ce dernier mot a dans la loi fiscale un sens plus étendu que dans le Code civil.

« L'administration admet que dans l'économie de
« ces textes, le mot « représenté » ne doit pas être
« pris dans le sens juridique défini aux articles 739
« et suivants du Code civil, et qu'il convient de con-
« sidérer pour la détermination du tarif comme
« représenté », l'enfant qui aurait recueilli la succes-
« sion ou bénéficié de la donation s'il avait vécu, et
« dont les descendants viennent « prendre la place »
« même s'il n'y a pas eu lieu à représentation d'après
« la loi civile (10). »

Ainsi l'administration a décidé par une solution du 20 Juin 1923 que dans le cas d'une donation à titre de partage anticipé faite par un ascendant, entre trois petits enfants issus d'une fille du donateur précédée, et lorsque une seconde fille de ce dernier est décédée antérieurement âgée de plus de 16 ans et sans postérité ; il y a lieu d'admettre que la mère des donataires est

(10) Inst. 3.807 § 19.

représentée, et que la donation partage doit être tarifée comme si elle avait lieu entre deux enfants vivants ou représentés.

Il ne peut y avoir dans ce cas représentation au sens civil du mot, la seconde fille étant décédée sans postérité. Cette décision paraît critiquable, contraire au principe de l'interprétation littérale des textes, la loi fiscale n'a pas fixé un autre sens au mot « représenté » que celui qui lui est donné par la loi civile.

18. — L'expression enfant « issus du mariage » que la loi n'emploie que pour les donations entre époux, vise exclusivement les enfants communs aux deux époux, légitimes ou légitimés.

Il n'est imposé aucune justification spéciale du nombre des enfants vivants ou représentés, il suffit de porter dans l'acte toutes indications utiles, et il appartient à l'administration de procéder aux vérifications nécessaires.

Une indication inexacte ne donne lieu qu'à un complément de droit simple qui se prescrit par 30 ans, ou s'il y a lieu, par deux ans dans le cas où l'acte révélerait suffisamment l'exigibilité des droits, sans qu'il soit nécessaire de recourir à des recherches ultérieures.

19. — L'indication inexacte peut viser le degré de parenté et deux cas peuvent alors se présenter :

1° La perception a été suffisante : les redevables

sont passibles d'un double droit en sus de celui qui sera dû à titre supplémentaire (art. 13, loi 18 avril 1918). La prescription est de 20 ans (Art. 241, n° 10 C. E.)

2° La perception a été excessive : les redevables peuvent obtenir la restitution des droits dans le délai de deux ans.

Si le degré de parenté n' a pas été indiqué on applique le tarif entre étrangers, mais les parties peuvent toujours en produisant les justifications nécessaires avant l'échéance de la prescription de 2 ans, obtenir la restitution du trop perçu (11).

20. — Les alliés sont considérés comme étrangers par la loi fiscale (12).

Ainsi il a été décidé que lorsque dans un contrat de mariage, le père de la future épouse fait une donation à cette dernière, et que sa femme, belle-mère de la future épouse a consenti que les effets de cette donation fussent supportés par la communauté existant entre elle et son mari, on doit percevoir le droit de donation au tarif applicable aux personnes non parentes sur la moitié des valeurs données (13).

Mais pour que cette perception puisse être régulièrement faite, il faut que la donation émane réellement

(11) Les Andelys 2 mai 1837 R. P. 5.375.

(12) Cass. 28 jan. 1839 S. 39. 1-103. Inst. 1.590 § 5.

(13) Le Havre 3 février 1848 J. E. 14.429.

pour moitié de la seconde femme et comme l'explique une solution du 24 Avril 1885 :

« La simple adhésion de la femme ne suffit
« pas pour la faire considérer comme codona-
« trice, et à défaut d'une déclaration expresse,
« ou de présomptions suffisamment précises, on
« doit admettre qu'elle agit, non pour accomplir
« personnellement un acte de libéralité, mais
« seulement comme commune en biens, et pour
« renoncer par son adhésion au droit éventuel
« de critiquer cette donation».

21. — Nous avons (14) vu que le tarif en ligne directe était applicable aux donations faites par les père et mère à leur enfant naturel, il en est de même pour les donations faites par les père et mère aux descendants légitimes de leur enfant naturel (15).

Mais par contre la donation consentie à l'enfant naturel du fils du donateur, ou faite à l'enfant naturel par les parents légitimes en ligne collatérale, de son auteur est soumise au tarif des étrangers (16).

22. — Le donataire doit être nominativement désigné ; ainsi une donation faite à une succession sans autre désignation doit, pour être valable, être considérée comme faite à ceux auxquels la succession est

(14) V. supra n° 16.

(15) Sol. 27 décembre 1843 J. E. 13.346.

(16) Belfort 20 janvier 1875 J. E. 19.699.

échue dans la proportion de leurs droits respectifs, autrement elle serait nulle, faute d'acceptation.

Le taux exigible sera calculé d'après le degré de parenté existant entre le donateur et les membres appelés à recueillir la libéralité.

23. — Quelques contestations se sont élevées en ce qui concerne la donation faite à un époux marié sous le régime de la communauté, avec stipulation que l'objet donné appartiendrait à cette communauté ; doit-on considérer que la donation a été faite pour moitié à chacun des époux ou au contraire pour le tout à l'époux donataire ? C'est à cette dernière solution que s'est rangée l'administration (17). Il semble en effet que le bénéficiaire désigné au contrat est bien l'époux donataire seul, l'obligation de mettre la chose en communauté ne peut en rien modifier le caractère ou la portée de la donation.

Le droit sera perçu d'après le tarif applicable au degré de parenté existant entre le donateur et l'époux donataire.

24. — Le tarif réduit applicable aux dispositions faites en faveur du mariage est strictement limité aux dispositions entre vifs faites aux futurs époux par le contrat de mariage. Ce tarif ne s'appliquerait donc pas à une donation secondaire, lorsque l'un des futurs

(17) Délib. 12 juin 1830, J. E. 10.321. 20-30 mai 1834 J. E. 10.942.

reçoit une libéralité à charge de payer une certaine somme à un tiers. On doit percevoir :

1° Le droit de donation par contrat de mariage sur ce qui reste de la donation principale, après imputation de la donation secondaire.

2° Et le droit de donation au tarif ordinaire sur le montant de cette dernière (18).

25. — La donation doit être faite par contrat de mariage ; si elle est réalisée par acte antérieur, elle est assujettie au tarif ordinaire (19). Il en est de même toutes les fois que l'acte postérieur au contrat de mariage est constitutif d'une donation nouvelle, par exemple lorsqu'une donation de biens présents et à venir est postérieurement convertie en une donation actuelle (20).

26. — Une donation offerte par acte antérieur, et acceptée dans le contrat de mariage, est soumise au tarif réduit, le contrat de mariage constituant le titre de la donation (21). De même il a été décidé que l'acceptation après le mariage d'une promesse de donation faite dans le contrat profite du tarif réduit (22). Cette dernière solution est d'ailleurs très critiquable, la donation n'étant parfaite que du jour de son acceptation.

(18) D. M. F. 5 janvier 1838 J. E. 11.955-2

(19) Cass. 30 janvier 1839 S. 39. 1.221.

(20) Délib. 11 novembre 1835 J. E. 11.401

(21) Cass. 9 avril 1828 J. E. 9030.

(22) Délib. 21-24 mars 1843, J. E. 13.207.

27. — Les donations contenues dans l'acte additionnel au contrat de mariage passé avant la célébration du mariage, bénéficient du tarif réduit (23).

28. — Le tarif applicable aux mutations entre vifs entre époux l'est encore après le divorce lorsqu'une donation faite au profit du conjoint qui a obtenu le divorce en sa faveur fait l'objet d'un paiement anticipé avant le décès du conjoint.

Section 3

DES REDUCTIONS ET DES AUGMENTATIONS DE TARIFS

§ 1^{er}. — *DES REDUCTIONS DE TARIF.*

29. — Toutes les donations ne sont pas soumises au tarif proportionnel établi par l'art. 284 C. E., nous examinerons successivement les donations exemptes du droit, et celles soumises respectivement aux droits de 1,20 %, 10,80 % et 21,60 %.

30. — A) *Donations exemptes du droit.* — Sont exemptes du droit proportionnel de mutation à titre gratuit :

1° Les donations faites à des institutions appartenant à l'Etat (24).

(23) Cass. 4 Août 1902 S. 03 I 33 D. 02-1-303.

(24) Instr. 3255 § 14.

2° Les dons faits aux départements, aux villes et aux Etablissements pourvus de la personnalité civile : d'œuvres d'art, de monuments ou d'objets ayant un caractère historique, de livres, d'imprimés, de manuscrits, si ces œuvres et objets sont destinés à figurer dans une collection publique (art. 300 al. 2. C. E.).

3° Les donations faites aux unions, sociétés, coopératives de reconstruction, formées en vertu de la loi du 15 Août 1920, en vue de la reconstruction des immeubles atteints par les événements de guerre (art. 13, loi du 12 Juillet 1921).

4° Les dons faits aux départements et communes, aux établissements publics ou d'utilité publique, aux sociétés particulières ou autres groupements régulièrement constitués, ainsi qu'aux gouvernements alliés, et affectés par la volonté expresse du donateur à l'érection de monuments aux morts de la guerre ou à la gloire de nos armées et des armées alliées (Art. 12, loi du 30 Juin 1923).

Il a été reconnu que cette immunité fiscale devait être étendue aux dons faits en vue de l'entretien à perpétuité de ces monuments (25).

31. — B) *Donations soumises au droit de 1,20 %.*
— Les donations d'immeubles situés à l'étranger sont

(25) Sol. 24 janvier 1924 Instr. 3839 § 18.

soumises au droit proportionnel de 1,20 % décimes compris (art. 271 § 10 n° 6 C. E.).

Au contraire, la donation de meubles corporels ayant leur assiette à l'étranger est soumise au tarif ordinaire.

32. — *Donations soumises au droit de 10,80 %.* — Le taux de 10,80 % est applicable aux donations faites :

1° Aux départements et aux communes, en tant qu'elles sont affectées par la volonté expresse du donateur à des œuvres d'assistance (art. 299 C. E.).

La loi est formelle, l'affectation doit émaner du donateur lui-même ; ainsi la réduction de tarif ne pourrait être étendue aux libéralités attribuées d'office à une œuvre d'assistance par le département ou la commune (26).

Le terme « œuvres d'assistance » doit être pris dans son acception la plus large, et le tarif réduit doit profiter à toutes les institutions charitables (œuvres en faveur des infirmes, des malades, des indigents, des orphelins, etc...) et ce, quelle que soit leur nature, qu'elles constituent ou non des établissements publics ou d'utilité publique (27).

2° Aux établissements publics charitables ou hospitaliers.

(26) Cass. 25 novembre 1907 S. 10-1-267 D. 09 - 1-493.

(27) Chambre, séance du 16 novembre 1900 J. Off. du 17, p. 2110 col. 2.

3° Aux sociétés de secours mutuels.

4° Aux sociétés reconnues d'utilité publique dont les ressources sont affectées à des œuvres d'assistance.

Ex. : société de sauvetage.

5° Aux sociétés d'instruction et d'éducation populaire gratuites, reconnues d'utilité publique et subventionnées par l'Etat.

Ainsi un legs fait en faveur des œuvres départementales d'enseignement doit supporter les droits de mutation au tarif ordinaire (28). Il en serait de même dans le cas d'un don fait au même établissement.

Aux termes de l'article 299 C. E. il est statué sur le caractère de bienfaisance de la disposition par le décret rendu en Conseil d'Etat ou l'arrêté préfectoral qui en autorise l'acceptation.

33. — 6° Le tarif réduit est encore appliqué pour les dons de sommes d'argent ou d'immeubles faits aux départements, aux villes et aux établissements pourvus de la personnalité civile, avec obligation pour les bénéficiaires de consacrer ces libéralités à l'achat d'œuvres d'art, de monuments ou d'objets, ayant un caractère historique, de livres, d'imprimés ou de manuscrits, destinés à figurer dans une collection publique ou à l'entretien d'une collection publique (art. 300, al. 1 C. E.)

(28) Cass. 27 mai 1925 S. 26 1-349 D. 27-1-24.

34. — 7° Pour les dons faits aux offices publics d'habitations à bon marché (art. 301 C. E.).

Si les dons proviennent des communes et des départements, le droit fixe de 22 frs. 50 est seul exigible. (art. 270, § 5, n° 50 C. E.)

35. — 8° Aux mutilés de guerre frappés d'une invalidité de 50 % au minimum, jusqu'à concurrence des premiers 100.000 fr. (Art. 301 bis, C. E.).

La justification du quantum de l'invalidité est effectuée au moyen de la production de la décision de la commission de réforme, la date et la teneur de cette pièce ainsi que l'indication de la commission dont elle émane seront mentionnées dans l'enregistrement (29).

36. — 9° Aux sociétés civiles visées au premier alinéa de l'art. 44 de la loi du 5 Avril 1928, qui ont été autorisées à continuer leurs opérations en exécution des dispositions dudit alinéa (Art. 28, loi du 28 Décembre 1928).

La loi du 5 Avril est la loi sur les assurances sociales.

Les sociétés ci-dessus visées sont :

a) Les caisses de retraite déjà existantes dont le service incombe à l'employeur ;

b) les caisses précédemment organisées par les patrons et employés ;

(29) Inst. 3626 § 18.

c) les caisses de retraite autorisées conformément à la loi du 27 Décembre 1895 ;

d) enfin celles qui se sont conformées aux dispositions de l'art. 29 de la loi du 5 Avril 1910 ou de l'art. 96 du décret du 25 Mars 1911.

37. — D) *Donations soumises au droit de 21,60 %.*
— Les dons faits aux départements, communes, établissements publics et d'utilité publique sont soumis au tarif de 21,60 % sauf application s'il y a lieu du tarif de 10,80 % fixé par les art. 299-300 et 301 C. E. (Art. 285 C. E.)

§ 2^e. — *DES AUGMENTATIONS DE TARIF.*

38. — Aux termes de l'art. 8 de la loi du 25 Juin 1841 visant les transmissions d'offices ministériels.

« Si la transmission de l'office et des objets
« qui en dépendent s'opère par suite de dispositions gratuites entre vifs, les droits établis
« pour les donations de biens meubles par les
« lois existantes seront perçus sur l'acte ou l'écrit constatant la libéralité d'après une évaluation en capital. Dans aucun cas, le droit ne
« pourra être au-dessous de 2 % ».

Le minimum de droit à percevoir a été modifié par l'art. 10 de la loi du 30 Juillet 1913, aux termes duquel les droits de donation dus sur les transmissions d'offi-

ce et des objets en dépendant qui s'opère par voie de disposition gratuite ou à cause de mort ne pourront plus être inférieurs à ceux qui seraient dus en appliquant, suivant la valeur de l'office, les tarifs édictés pour les transmissions à titre onéreux.

Ces tarifs sont les suivants, décimes compris :

de	1 à	2.000 fr.....	2,40 %
de	2.001 à	5.000 fr.....	3,60 %
de	5.001 à	50.000 fr.....	4,80 %
de	50.001 à	100.000 fr.....	6 %
au-dessus de	100.000 fr.....		7,20 %

En outre ces droits ne sauraient eux-mêmes être inférieurs au minimum de perception déterminé d'après la quotité du cautionnement dont il est question ci-après (quotité indiquée, double décime compris).

A 11 % du cautionnement attaché à la fonction ou à l'emploi, si le prix de la cession augmentée des charges ou la valeur de l'office ne dépasse pas 2.000 fr.

14,40 % pour un prix compris entre 2.000 & 5.000 fr.

18 % ——— ——— ——— 5.000 & 50.000 fr.

21,60 % ——— ——— ——— 50.000 & 100.000 fr.

24 % ——— ——— au-dessus de 100.000 fr.

A titre d'indication, le cautionnement des notaires est fixé à :

50.000 fr. pour Paris.

de 4 à 25.000 fr. pour les notaires de chef-lieu de
Cour d'appel.

de 3 à 12.000 fr. pour ceux des tribunaux de 1^{re} instance.

de 1.800 à 5.200 fr. pour ceux des Justices de Paix.

39. — A ces droits, il y a lieu d'ajouter une taxe additionnelle de 1,25 % sans décimes, perçue au profit de la Ville de Paris, sur les transmissions à titre gratuit d'offices ministériels ayant leur siège à Paris (Avocats à la Cour de Cassation, notaires, avoués, greffiers, huissiers, agents de Change, courtiers et commissaires-priseurs) (Art. 1 et 10, loi du 31 Décembre 1900).

40. — L'article 11 de la loi du 25 Juin 1841 stipule que « lorsque l'évaluation du droit d'enregistrement d'une transmission à titre gratuit entre vifs ou par décès, sera reconnue insuffisante, il sera perçu, à titre d'amende un droit en sus de celui qui sera dû sur la différence de prix ou d'évaluation. Les parties, leurs héritiers ou ayants cause sont solidaires pour le paiement de cette amende ».

Section 4

DE LA TRANSCRIPTION

41. — L'art. 939 C. Civ. dispose que « lorsqu'il y aura donation de biens *susceptibles d'hypothèques*, la transcription des actes contenant la donation et l'acceptation, ainsi que la notification de l'acceptation qui aurait eu lieu par acte séparé, devra être faite aux

bureaux des hypothèques dans l'arrondissement desquels les biens sont situés ».

La transcription est l'accomplissement d'une formalité destinée à procurer aux tiers, créanciers ou acquéreurs, la publicité matérielle, durable et facile à chercher, des mutations de la propriété immobilière et des démembrements ou charges qui peuvent en altérer la valeur.

Elle a pour but de rendre les actes translatifs d'immeubles parfaits à l'égard des tiers, d'arrêter le cours des inscriptions et de préparer la purge.

Elle s'opère par le dépôt simultané à la Conservation des hypothèques de deux expéditions ou de deux extraits littéraux, absolument conformes, de l'acte à transcrire.

Sont soumises à la transcription comme portant sur des biens susceptibles d'hypothèques, les donations ayant pour objet des immeubles, un droit d'usufruit immobilier, un droit de superficie ou d'emphytéose, des actions de la Banque de France immobilisées, des droits successifs (en tant qu'ils portent sur des immeubles).

Les donations de droits immobiliers non susceptibles d'hypothèque sont également soumises à la transcription (loi du 23 Mars 1855, art. 2). De même les actes entre vifs constatant la remise ou la cession, même à titre gratuit, de trois années au moins de

fermages ou loyers non échus doivent être transcrites.

L'accomplissement de cette formalité donne lieu à la perception du droit de transcription, de la taxe hypothécaire et enfin du salaire du Conservateur ; nous allons examiner successivement ces trois perceptions.

42. — A) *Du droit de transcription.* — Le droit de transcription est le droit perçu au profit de l'Etat sur les actes de nature à être transcrits ou pour lesquels la transcription a été volontairement requise.

Ce droit créé par la loi du 9 Vendémiaire an VI, était perçu par le receveur de l'enregistrement ; la loi du 21 Ventose an VII en confia le recouvrement au conservateur des hypothèques.

L'article 54 de la loi du 28 Avril 1816 en confia à nouveau la perception au receveur de l'enregistrement.

Son taux est actuellement de 2,40 % du prix intégral des mutations suivant qu'il a été réglé à l'enregistrement (Art. 273 C. E.)

Nous avons vu (30) que le droit de transcription avait été incorporé au droit de donation.

Pour les actes de nature à être transcrits, le droit de transcription étant incorporé au droit d'enregistrement, un seul tarif est perçu par le receveur de l'enregistrement ; si ensuite l'acte est présenté au conser-

(30) V. Supra Nos 8 et 9.

vateur pour la formalité de la transcription celui-ci perçoit seulement la taxe hypothécaire que nous étudierons plus loin.

Pour les donations enregistrées au droit fixe : par exemple les donations sous condition suspensive, et présentées volontairement à la transcription avant que la condition suspensive soit réalisée, le Conservateur percevra le droit de transcription de 2,40 %, lequel droit sera imputable sur le droit de donation lorsque celui-ci deviendra exigible par suite de la réalisation de la condition (31).

43. — B) *De la taxe hypothécaire.* — Lors de la transcription au bureau des hypothèques, il est perçu une taxe proportionnelle créée par l'article 2 de la loi du 27 Juillet 1900.

Son taux est aujourd'hui de 0,48 % (Art. 274 C. E.)

Elle est due par le seul fait de la présentation d'un acte à la formalité de la transcription.

A l'encontre du droit d'enregistrement et du droit de transcription, elle peut être perçue plusieurs fois sur la même mutation. Si la donation et l'acceptation sont présentées simultanément à la transcription, elles ne donnent ouverture qu'à une seule taxe ; mais si l'acceptation par acte distinct est transcrite postérieurement à la donation, la taxe est due à nouveau.

(31) Cass. 5 novembre 1867 S. 67 1-455 D. 68 - 1-97.

La taxe est perçue sur le prix intégral des mutations suivant qu'il a été réglé à l'enregistrement.

La subrogation du donataire au droit de créance du donateur donne ouverture à une taxe de 0,192 % décimes compris (art. 274 C. E.)

44. — C) *Du salaire du conservateur.* — Lors de la transcription, le conservateur des hypothèques perçoit un salaire proportionnel aux sommes ou valeurs énoncées dans les actes à transcrire suivant le tarif ci-après (art. 1, décret 26 Octobre 1921).

Jusqu'à 50.000 fr.	0,20 %
de 50.001 à 100.000 fr.	0,10 %
de 100.001 à 500.000 fr.	0,05 %
de 500.001 à 1 million	0,02 %
au-dessus de 1 million	0,01 %

L'enregistrement au registre des dépôts donne lieu à un salaire de 0 fr. 50.

Les mentions de résolution qui doivent être portées en marge de la transcription de la donation sont effectuées sans donner ouverture à aucun droit au profit du trésor, chacune d'elle est soumise à un salaire de 3 fr., au profit du conservateur indépendamment du salaire de 0 fr. 50 pour enregistrement au registre des dépôts.

La même perception est applicable à la demande en révocation qui doit être mentionnée en marge de la transcription de la donation.

La subrogation donne ouverture au profit du Conservateur au salaire de 0 fr. 50 pour enregistrement au registre des dépôts et au salaire gradué ci-après (Art. 3, décret 26 Octobre 1921).

Pour les sommes ou valeurs n'excédant pas 10.000 fr.
2 fr.

Entre 10.000 & 50.000 fr.	3 fr.
— 50.000 & 100.000 fr.	4 fr.
— 100.000 & 500.000 fr.	5 fr.
Au-dessus de 500.000 fr.	10 fr.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE LA LIQUIDATION DES DROITS

45. — Nous examinerons dans ce chapitre les différents modes d'évaluations de la pleine propriété, des meubles et des immeubles, de la nue propriété et de l'usufruit, et enfin la question des charges des donations.

Section 1

DE L'ÉVALUATION DES MEUBLES

46. — En principe, le droit proportionnel de donation est liquidé sur la valeur des biens meubles déterminée par la déclaration estimative des parties sans distraction des charges (art. 14, n° 8, loi 22 frimaire, an VII — art. 47, n° 28, C. E.)

Ce principe souffre quelques exceptions que nous allons examiner :

47. — A) *Créance*.— L'article 14, n° 8 de la loi de frimaire qui vise l'évaluation des meubles transmis à titre gratuit, s'applique-t-il aux créances qui sont des meubles incorporels ou bien faut-il leur appliquer

l'art. 14, n° 2 de la loi de frimaire (art. 47, n° 2 C. E.)
visant l'évaluation des créances à terme, ainsi conçu :

« Pour les créances à terme, leur cession et
« transports et autres actes obligatoires, par le
« capital exprimé dans l'acte et qui en fait l'ob-
« jet. ».

Par un arrêt du 24 Avril 1861 (32) la Chambre civile
de la Cour de Cassation a décidé que le n° 2 de l'art.
14 de la loi de frimaire a une portée générale pour les
créances, et que le n° 8 dudit article ne s'applique
qu'aux meubles et effets mobiliers proprement dit.

Cet arrêt est ainsi motivé.

« Attendu en ce qui concerne spécialement
« les biens meubles, que si le n° 8 de l'art. 14
« dispose que pour la transmission entre vifs à
« titre gratuit, la valeur sera fixée par la déclai-
« ration estimative des parties, cette disposition
« ne s'applique *qu'aux meubles et effets mobi-*
« *liers proprement dit*, qui n'ont pas en effet de
« valeur fixe et déterminée, et *non aux créances*
« dont le chiffre certain est constaté par écrit,
« et pour lesquelles le n° 2 du même article
« avait déjà disposé formellement de la manière
« suivante... ».

« Attendu que la disposition est absolue, gé-

(32) D. 1861 - 1 - 645,

« nérale, qu'elle embrasse d'abord toutes les
« créances et autres actes obligatoires sans dis-
« tinguer le mode de transmission, et que si l'art.
« ajoute « leurs cessions et transports », c'est
« pour les soumettre aux mêmes droits que les
« créances elles-mêmes et compléter ainsi cette
« règle de perception ».

48. — Au capital de la créance, il y a lieu d'ajouter
les intérêts échus ou courus.

49. — L'application rigoureuse de l'art. 14, n° 2,
conduirait à faire supporter l'impôt par des créances
caduques par suite de l'insolvabilité du débiteur.

Aussi l'administration (33) ne perçoit-elle pas l'im-
pôt sur les créances auxquelles les contribuables dé-
clarent renoncer pour la totalité à raison de l'insolva-
bilité absolue des débiteurs, sauf à réclamer plus tard
le *droit en sus*, sur le recouvrement total ou partiel
de la créance s'il y a lieu.

Remarquons que cette renonciation est sans effet
au point de vue civil.

Dans la pratique, les renonciations ne sont reçues
que si l'insolvabilité du débiteur est certaine si elle
est simplement douteuse la créance est imposée d'a-
près sa valeur nominale (34).

(33) Inst. 2.201 § 5.

(34) Sol. 22 mars 1893 R. P. 8121.

La régie peut d'ailleurs après avoir accepté la renonciation des héritiers ou donataires, revenir sur son acceptation sans prouver la solvabilité du débiteur ; cette acceptation ne lui est pas opposable car le droit de faire des transactions tendant à abandonner la perception des impôts lui est interdit (35).

50. — L'insolvabilité du débiteur déclaré en faillite est certaine, et l'administration ne perçoit l'impôt que sur les dividendes touchés au fur et à mesure de leur encaissement.

Le droit de réclamer l'impôt sur les dividendes touchés se prescrit par 2 ans en vertu de l'article 61 n° 1 de la loi de frimaire (36) ; il peut donc arriver à la régie de souffrir de la faveur accordée en se voyant opposer la prescription.

L'administration a cherché à éviter l'application de la prescription en exigeant des redevables, l'engagement formel d'acquitter les droits sur les dividendes qui leur seront attribués quelle que soit la date à laquelle cette distribution aura lieu. Cet engagement rédigé sur papier timbré doit être déposé au bureau où l'acte de donation est enregistré, et si les parties refusent de le souscrire, les receveurs sont tenus de

(35) Vervins 12 juin 1890 S. 92-2-62.

(36) Cass. 4 mars 1890 S. 91 - 1-33.

percevoir immédiatement le droit sur le capital nominal des créances (37).

On a prétendu que l'engagement contracté par les redevables était sans valeur, ces derniers ne pouvant renoncer par avance au droit d'invoquer la prescription (art. 2220 C. Civ.) Mais comme le fait observer M. Naquet (38) l'engagement pris par les redevables n'a pas d'autre effet que d'étendre le délai de la prescription, et il n'est nullement défendu de modifier ce délai (39).

51. — Ce qui vient d'être dit de la faillite s'applique exactement à la liquidation judiciaire ou à la déconfiture notoire (40).

52. — *Rentes.* — Pour les rentes constituées avec expression de capital, le droit est liquidé sur le capital constitué (art. 14, n° 7, loi frimaire — art. 47, n° 8, C. E.)

Si la rente est créée sans expression de capital, la perception doit être effectuée sur le capital formé de 20 fois la rente perpétuelle et de 10 fois la rente viagère (art. 14, n° 9, loi frimaire — art. 47, n° 9, C. E.)

Toutefois, lorsque l'amortissement ou le rachat d'une rente ou pension constituée à titre gratuit est

(37) Inst. 2791 §4.

(38) T. II. n° 940.

(39) Cass. 16 janvier 1865 S. 65-1-80.

(40) Sol 16 juillet 1868 R. P. 3019.

effectuée moyennant l'abandon d'un capital supérieur à celui formé de vingt fois la rente perpétuelle et de dix fois la rente viagère ou la pension, un supplément de droit de donation est exigible sur la différence entre ce capital et la valeur imposée lors de la constitution.

Il n'est fait aucune distinction entre les rentes viagères et pensions créées sur une tête et celles créées sur plusieurs têtes.

Les rentes et pensions stipulées payables en nature sont évaluées aux mêmes capitaux, estimation préalablement faite des objets, d'après le taux commun pour les trois dernières années, des mercuriales du canton de la situation des biens, à la date de l'acte s'il s'agit d'une rente créée pour aliénation d'un immeuble, ou dans tout autre cas d'après les dernières mercuriales du canton ou l'acte aura été passé.

Un extrait certifié des mercuriales doit être rapporté à l'appui de l'acte.

S'il est question d'objets dont les prix ne puissent être réglés par les mercuriales, les parties en feront une déclaration estimative.

Pour les rentes stipulées payables en quantité fixe de grains et denrées dont la valeur est déterminée par les mercuriales, la liquidation du droit proportionnel d'enregistrement sera fait d'après l'évaluation du montant des rentes résultant d'une année com-

mune de la valeur des grains ou autres denrées, selon les mercuriales du marché le plus voisin.

On formera l'année commune d'après les quatorze dernières années antérieures à celles de l'ouverture du droit ; on retranchera les 2 plus fortes et les 2 plus faibles ; l'année commune sera établie sur les 10 années restantes.

53. — Si la rente est temporaire, la règle générale doit être appliquée, et on doit recourir à la déclaration estimative.

54. — C) *Actions. — Obligations. — Fonds publics.*
— Les valeurs mobilières françaises ou étrangères, actions, obligations, fonds d'Etat sont évaluées au cours moyen de la bourse au jour de la transmission (art. 47, n° 28, a C. E.)

C'est la cote de Paris qui doit servir de base à la perception sans avoir égard aux cours différents qui peuvent avoir été cotés dans les bourses de province.

Si le titre n'a pas été coté le jour de la transmission c'est le dernier cours qui doit servir de base.

Lorsque la transmission a lieu dans la période de 15 jours qui sépare la date du détachement du coupon de la date de paiement, il y a lieu d'ajouter au capital obtenu, le montant intégral du coupon.

S'il s'agit de valeurs non cotées à la bourse, le capital est déterminé par la déclaration estimative des

parties. Toutefois l'administration tend à admettre pour les valeurs non cotées en Bourse, les évaluations fixées d'après les cours en banque, qui sont établis chaque jour avec les mêmes soins que ceux du marché officiel.

55. — En cas d'insuffisance dans l'évaluation des biens meubles compris dans une donation, il est dû un simple supplément de droit. La pénalité du droit en sus n'est pas applicable (41).

Section 2

DE L'ÉVALUATION DES IMMEUBLES

56. — Antérieurement à la loi du 27 Mai 1918, la valeur imposable des immeubles faisant l'objet d'une donation était déterminée en prenant 20 fois le produit des biens, sans distraction des charges (Art. 15, n° 7, loi frimaire).

Ce coefficient avait été porté à 25 en ce qui concerne les immeubles ruraux (Art. 2, loi 21 Juin 1875).

Enfin l'art. 12 de la loi du 25 février 1901 avait décidé que le droit serait liquidé sur la valeur vénale en ce qui concerne les immeubles dont la destination n'était pas de procurer un revenu.

(41) R. E. 5885.

57. — La loi du 27 Mai 1918 (Art. 1^{er}) a institué un système nouveau : les immeubles quelle que soit leur nature, sont estimés d'après leur valeur vénale réelle à la date de la transmission, d'après la déclaration estimative des parties (Art. 47, n° 29, C. E.)

Toute autre base d'estimation ne peut être acceptée que si les parties déclarent formellement que la valeur ainsi obtenue représente la valeur vénale réelle de l'immeuble (42).

Les redevables dont les déclarations n'auront pas été admises en seront avisés par lettre motivée et recommandée, et ils auront la faculté de présenter des observations justificatives dans le délai d'un mois à partir de la réception de la lettre d'avis qui leur aura été adressée.

Si un accord n'intervient pas, les insuffisances dans les déclarations seront constatées par voie d'expertise.

58. — La demande en expertise est faite par simple requête au Tribunal Civil dans le ressort duquel les biens sont situés (art. 264 C. E.)

L'expertise est ordonnée dans le mois de la demande et il y est procédé par un seul expert qui est nommé par le Tribunal statuant en Chambre du Conseil.

Si l'administration ou les parties n'acceptent pas

(42) Inst. 3563 § 7.

les conclusions de l'expert, il peut être procédé à une contre-expertise.

La contre-expertise est ordonnée dans les mêmes conditions et suivant les mêmes formes que la première expertise ; toutefois si l'une des parties le requiert expressément cette contre expertise est confiée à 3 experts.

Le procès-verbal d'expertise ou de contre-expertise est rapporté au plus tard dans les 3 mois qui suivent la remise à l'expert de la décision de justice.

Il est statué sur l'expertise ou la contre-expertise par le Tribunal jugeant en matière sommaire (art. 265, C. E.)

59. — L'insuffisance constatée, divers cas sont à examiner (art. 132, C. E.)

1° L'insuffisance est *égale* ou *supérieure* au huitième du prix exprimé ou de la valeur déclarée, les parties acquittent solidairement savoir :

a) le droit simple sur le complément d'estimation.

b) un droit en sus si l'insuffisance est reconnue amiablement avant le dépôt au greffe du Tribunal, du rapport de l'expert, et un double droit en sus dans le cas contraire.

c) les frais de l'expertise.

2° Si l'insuffisance est *inférieure* au huitième du prix exprimé ou de la valeur déclarée, aucune pénalité n'est encourue, et les frais de l'expertise restent à la

charge de l'administration, mais bien entendu, le droit simple reste exigible. Ce prix s'entend toutes compensations faites entre les diverses expertises (art. 132, in fine, C. E.)

L'administration interprète ce dernier texte de la manière suivante :

« Par conséquent, lorsque l'expertise est suivie d'une contre-expertise, il convient pour apprécier si l'insuffisance est ou non inférieure au huitième, de compenser entre elles les diverses expertises. Il faut entendre par là qu'il doit être établi une moyenne entre les diverses propositions des experts. La compensation s'opère en additionnant les chiffres des estimations et en prenant la moyenne. Si cette moyenne est inférieure au huitième, la pénalité n'est pas due et les frais restent à la charge de l'administration » (43).

60. — Aux termes de l'art. 47, n° 29 al. 2, C. E. :

« Si dans les deux années qui auront précédé ou suivi ...l'acte de donation... les immeubles transmis ont fait l'objet d'une adjudication, soit par autorité de justice, soit volontaire avec admission des étrangers, les droits exigibles ne pourront être calculés sur une som-

(43) Inst. 3860 § 18.

« me inférieure au prix de l'adjudication, en y
« ajoutant toutes charges en capital, à moins
« qu'il ne soit justifié que la consistance des
« immeubles a subi dans l'intervalle, des trans-
« formations susceptibles d'en modifier la va-
« leur ».

On doit donc tenir compte non seulement des adjudications publiques passées soit devant notaire commis, soit à la barre du Tribunal, les étrangers étant admis ; mais encore des adjudications volontaires, avec admission des étrangers. Ne pourraient servir de base les adjudications dans lesquelles les colicitants ou cohéritiers sont seuls admis à porter les enchères, ou même qui seraient restreintes à certaines catégories de personnes.

Section 3

DE L'EVALUATION DE LA NUE PROPRIETE ET DE L'USUFRUIT

61. — Antérieurement à la loi du 25 février 1901, la valeur imposable de l'usufruit transmis à titre gratuit, s'évaluait :

1° En ce qui concerne les meubles : à la moitié de la valeur entière de l'objet (Art. 14, n° 11, loi frimaire).

2° Et en ce qui concerne les immeubles : à 10 fois le produit des biens où le prix des baux courants sans dis-

traction de charges pour les immeubles urbains (art. 15, n° 8, loi frimaire) et 12 fois 1/2 pour les immeubles ruraux (art. 2, loi du 21 Juin 1875).

La transmission de la nue propriété était soumise aux mêmes droits que la transmission de la pleine propriété.

62. — L'art. 13 de la loi du 25 Février 1901 (art. 56, C. E.) a institué un système plus équitable, l'usufruit et la nue propriété ne sont plus imposés que sur leur valeur réelle respective au moment de la transmission en tenant compte de l'âge de l'usufruitier.

Le tableau ci-dessous donne la valeur respective de l'usufruit et de la nue propriété, compte tenu de l'âge de l'usufruitier :

Age de l'usufruitier	Valeur de l'usufruit	Valeur de la N. P.
Moins de 20 ans révolus	$\frac{7}{10}$ de la propriété entière	$\frac{3}{10}$ de la propriété entière
» 30 » »	$\frac{6}{10}$ » » »	$\frac{4}{10}$ » » »
» 40 » »	$\frac{5}{10}$ » » »	$\frac{5}{10}$ » » »
» 50 » »	$\frac{4}{10}$ » » »	$\frac{6}{10}$ » » »
» 60 » »	$\frac{3}{10}$ » » »	$\frac{7}{10}$ » » »
» 70 » »	$\frac{2}{10}$ » » »	$\frac{8}{10}$ » » »
plus de 70 ans »	$\frac{1}{10}$ » » »	$\frac{9}{10}$ » » »

Donc en cas de transmission simultanée, les droits ne sont jamais perçus sur un capital supérieur à celui de la propriété entière.

La valeur de la propriété entière est fixée d'après

les règles en vigueur pour les diverses catégories de biens meubles et immeubles.

63. — La valeur de la nue propriété n'est déterminée qu'en tenant compte des usufruits ouverts au jour de la transmission de cette nue propriété.

Lorsque l'usufruit éventuel vient à s'ouvrir, le nu propriétaire a droit à la restitution d'une somme égale à celle qu'il aurait payée en moins, si le droit acquitté par lui l'avait été d'après l'âge de l'usufruitier éventuel.

L'action en restitution ouverte au profit du nu propriétaire se prescrit par deux ans, à compter du jour du décès du précédent usufruitier.

64. — Aux termes de l'article 56, n° 2, in fine, C. E. (art. 13, n° 2, in fine, loi 25 février 1901), l'usufruit constitué pour une durée fixe est évalué aux $\frac{2}{10}$ de la propriété entière pour chaque période de 10 ans de la durée de l'usufruit, sans fraction, et sans égard à l'âge de l'usufruitier.

L'application de ce texte pouvait permettre d'échapper au paiement de l'impôt de mutation sur la nue propriété, il suffisait par exemple de faire une donation avec réserve d'usufruit d'une durée supérieur à 40 ans, sa valeur absorbait complètement celle de la nue propriété transmise.

La Cour de Cassation a décidé par plusieurs arrêts que ce mode d'évaluation ne visait que l'usufruit dont

la durée d'après le contrat est inférieure à la vie humaine, que cette valeur attribuée à l'usufruit temporaire constituait uniquement une valeur maximum.

Un arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cass. du 31 Juillet 1923 (44) motive ainsi cette solution :

« Attendu en effet qu'en vertu du principe
« posé par l'article 617 du Code civil, l'usufruit
« s'éteint par la mort de l'usufruitier, quel que
« soit le temps pour lequel il a été constitué,
« que loin d'en prolonger la durée, le temps ain-
« si fixé ne peut que l'abréger lorsque l'usufrui-
« tier est encore vivant à l'expiration de ce dé-
« lai, que la limite prévue ne saurait donc avoir
« pour conséquence d'augmenter la valeur de
« l'usufruit, et par cela même, de diminuer ou
« de réduire à néant celle de la nue propriété
« au détriment du Trésor Public et des redeva-
« bles ».

Section 4

DES CHARGES

65. — Le principe de la non distraction des charges posé par la loi de frimaire a toujours été maintenu.

Il n'y a pas lieu de déduire les dettes grevant les

(44) J. E. 32.005.

biens donnés et mises à la charge du donataire. Toutefois, si la donation porte sur les biens acquêts, les reprises de l'époux prédécédé doivent être déduites, les héritiers acceptant de ce dernier, exerçant le prélèvement des reprises en leur double qualité de créanciers et de copropriétaires (45).

Il en serait autrement et les reprises ne devraient pas être déduites si elles étaient exercées par la femme renonçante à la communauté ou par ses héritiers, car ils agiraient alors à titre de créanciers.

66. — L'article 31 de la loi de frimaire oblige les donataires à supporter les droits d'enregistrement, les honoraires et les frais d'acte de donation. Mais si le donateur déclare prendre ces frais à sa charge, cette clause ne constitue pas une libéralité supplémentaire à ajouter à la libéralité principale pour le calcul des droits (46).

67. — Si les charges ne sont pas déductibles, il n'en est pas de même des réserves, il y a donc grand intérêt à les distinguer les unes des autres.

La réserve constitue la retenue par le donateur entre ses mains d'une partie de la propriété, d'un bien dont le surplus est donné.

Il y a charge au contraire, s'il transmet tous ses

(45) Sol. 11 mars 1869 S. 70-2-193 D. 71 - 3-66.

(46) Sol. 28 mars 1854 et 11 février 1860. J. E. 16609-3.

droits sur la chose donnée, en imposant au donataire l'obligation de fournir à une personne quelconque ou au donateur, lui-même, une somme d'argent ou toute autre prestation.

Le critérium est donc l'étendue de la transmission de propriété.

Par un arrêt du 15 juin 1808 (47) la Cour de Cass. a admis la déduction dans une espèce où il y avait donation de tous les biens présents sans la réserve de 4.000 francs existant en nature et dont le donateur gardait la faculté de disposer ultérieurement.

Par contre, aucune déduction n'a été admise en ce qui concerne la somme à prendre sur l'immeuble donné dont le donateur s'est réservé le droit de disposer (48). Il y avait là une véritable charge.

(47) Cass. 15 juin 1808 S. 08 1 - 416.

(48) Limoges 21 décembre 1841 J. E. 12.890.

TITRE II

De l'Exigibilité des Droits

68. — La donation est soumise à des conditions de fond et à des conditions de forme qui influent sur l'exigibilité du droit proportionnel de mutation à titre gratuit.

D'autre part elle peut contenir plusieurs opérations juridiques soumises à des tarifs différents.

Nous nous proposons d'étudier ces différents points dans trois chapitres consacrés :

Le premier aux caractères extrinsèques de la donation.

Le deuxième à ses caractères intrinsèques.

Et le troisième aux dispositions dépendantes et indépendantes.

CHAPITRE PREMIER

DES CARACTÈRES EXTRINSEQUES DE LA DONATION ENTRE VIFS

69. — Ce chapitre consacré à l'étude de l'influence des formes de la donation sur l'exigibilité du droit sera divisé en 2 sections réservées : la première aux formes ordinaires, et la deuxième aux libéralités dispensées de formes.

Section 1

DES FORMES DE LA DONATION ENTRE VIFS

§ 1^{er}. — *DE LA FORME SOLENNELLE DE L'ACTE DE DONATION*

70. — Aux termes de l'art. 931 du C. Civ. « tous actes portant donation entre vifs seront passés devant notaire dans la forme ordinaire des contrats ; et il en restera minute sous peine de nullité ».

La forme notariée est donc une condition essentielle

du contrat en droit civil, en est-il de même en droit fiscal ?

71. — Considérons par exemple une donation entre vifs faite par acte sous signatures privées ; un pareil acte est-il imparfait ou nul ?

Si l'acte est imparfait, c'est-à-dire s'il manque à l'opération juridique un élément essentiel à son existence, le receveur ne pourra percevoir que le droit fixe des actes inommés.

Au contraire si l'acte est nul, d'une nullité relative ou absolue, cette nullité n'empêche pas l'impôt d'être perçu comme si l'acte était valable. .

La Cour de Cassation voit dans la donation entre vifs par acte sous signatures privées au point de vue fiscal, un acte nul et non un acte imparfait.

« Les actes susceptibles d'être attaqués pour
« une cause de nullité résultant d'irrégularités
« dans la forme, sont toujours, lorsqu'ils sont
« soumis à l'enregistrement, passibles des droits
« afférents à la clause des actes dont ils offrent
« les stipulations... Le défaut d'authenticité peut
« bien faire naître une action en nullité de la
« part des parties privées seulement, mais ne
« change pas la nature des stipulations des do-
« nations » (49).

(49) Cass. Req. 21 décembre 1831 S-32-1-183.

Il semble bien en effet qu'on ne puisse considérer un pareil acte comme un acte imparfait, comme une ébauche de donation, les 2 consentements ayant été réunis (50).

Certains auteurs ont prétendu (51), que sur l'acte nul de plein droit, ce qui est notre cas, il ne pouvait être perçu lors de la présentation à la formalité que le droit fixe des actes innommés ; car l'acte n'ayant aucun effet au point de vue civil, ne peut produire un mouvement de valeurs, générateur du droit proportionnel.

Cette thèse a été repoussée par la Cour de Cassation, il est dit dans un arrêt du 15 Février 1854 (52), « que la loi ne reconnaît pas les nullités de plein droit, que les nullités fussent-elles absolues, les actes qu'elles vicient n'en conservent pas moins tous leurs effets, tant qu'ils n'ont pas été annulés, soit sur la demande des parties intéressées, soit dans d'autres cas, par les tribunaux prononçant d'office ou sur les réquisitions des fonctionnaires investis du droit de leur dénoncer ces actes dans un intérêt général et d'ordre public ».

On relève dans un autre arrêt (53) que « la seule

(50) Pilon, n° 526.

(51) Championnière et Rigaud I n°s 232 et suiv. Dall. V. Enreg. n°s 209 et suiv.

(52) Civ. 15 fév. 1854. D. 54 1-51 S. 54 - 1-272.

(53) Cass. Req. 7 Décembre 1886 D. 87-1-339 S. 87-1-433.

existence des actes suffit pour donner ouverture au droit d'enregistrement, encore bien qu'ils puissent être annulés pour un vice absolu ou d'ordre public ».

72. — L'existence d'un acte n'est même pas nécessaire pour donner lieu à la perception du droit proportionnel en ce qui concerne les donations d'immeubles.

Les articles 12 de la loi du 22 frimaire an VII et 4 de la loi du 27 ventôse an IX, assujettissent au droit, toutes les mutations d'immeubles entre vifs même lorsqu'elles ont lieu sans convention écrite.

Les parties doivent faire la déclaration de la mutation dans les trois mois de l'entrée en possession à peine d'un droit en sus. Cette déclaration sert à déterminer le tarif exigible sous le contrôle de la régie.

Comment expliquer qu'une telle donation nulle en droit civil puisse être cause génératrice d'un impôt ?

Cette solution peut être appuyée par un argument de texte et des arguments tirés des principes généraux de l'enregistrement.

1° Argument de texte : l'article 4 de la loi du 27 ventôse an IX (art. 64, C. E.) rend l'impôt exigible, même si les nouveaux possesseurs prétendent qu'il n'y a pas de conventions écrites entre eux et les précédents propriétaires.

2° Arguments tirés des principes généraux de l'enregistrement.

a) l'administration a toujours le droit de faire apparaître la véritable nature des opérations juridiques.

b) l'administration ne peut se faire juge de la validité de ces opérations.

c) On admet en droit fiscal qu'il suffit à l'administration de prouver qu'il s'est produit un changement dans l'état de la propriété apparente pour qu'il y ait fait générateur du droit d'enregistrement sur la mutation.

La Cour de Cassation s'est prononcée pour l'exigibilité du droit (54).

73. — Cette théorie des mutations verbales s'applique au démembrement de la propriété, à l'usufruit (art. 64, C. E.) et aux droits d'usage, d'habitations, aux servitudes foncières (55).

Elle s'applique encore aux mutations verbales de jouissance d'immeubles à titre gratuit (56).

74. — Le droit proportionnel peut également être perçu sur les donations mobilières bien qu'aucun écrit n'ait été rédigé entre le donateur et le donataire.

L'article 5 C. E. stipule en effet que « les actes ren-

(54) Req. 15 fév. 1870 S. 70 1-225 D. 70-1-365.

(55) Pilon, n^{os} 395 et 396.

Walh. T. I, n^o 359.

Naquet T. I, n^o 167.

Guilhot n^o 318.

(56) Pilon I n^o 403 - Wahl II, p. 139 et note 2-Naquet n^o I 428 Ins. 2423 § 2 n^o 2.

fermant soit la déclaration par le donataire ou ses représentants, soit la reconnaissance judiciaire d'un don manuel seront sujets au droit de donation ».

75. — Remarquons que le fait générateur du droit proportionnel de donation, comme d'ailleurs de tous les droits d'enregistrement, est toujours un fait juridique, ici la transmission de propriété de la tête du donateur sur celle du donataire.

Mais la loi a procédé à une organisation technique de l'exigibilité des droits : pour les donations d'immeubles, le droit devient exigible lors de la déclaration des parties ou de la présentation de l'écrit rédigé, et pour toutes les autres donations, lors de la présentation d'un acte.

§ 2^e. — *DE L'ACCEPTATION DE LA DONATION*

76. — Aux termes de l'article 932 C. Civ., « la donation entre vifs n'engagera le donateur, et ne produira aucun effet que du jour où elle aura été acceptée en termes exprès ».

« L'acceptation pourra être faite du vivant du donateur par un acte postérieur et authentique dont il restera minute ; mais alors, la donation n'aura d'effet, à l'égard du donateur, que du jour où l'acte qui constatera cette acceptation lui aura été notifié ».

L'acceptation est donc indispensable pour former

le contrat et rendre exigible le droit proportionnel.

La donation non acceptée n'est passible que du droit fixe, c'est un acte imparfait (57).

Il est une exception à cette règle en matière de donation par contrat de mariage, lesquelles sont dispensées de la formalité de l'acceptation expresse (article 1087 du Code Civil). Par suite le défaut d'acceptation expresse ne met pas obstacle à la perception du droit proportionnel qui est perçu immédiatement, bien que la réalisation de la donation soit subordonnée à la célébration du mariage. L'impôt est du reste restitué si la célébration du mariage n'a pas lieu.

L'impôt doit-il être perçu sur l'acte d'acceptation ou sur l'acte de notification ?

L'administration prescrit de le percevoir sur l'acte d'acceptation, et pour atténuer les conséquences de cette solution, elle décide que si la notification au donateur n'est plus possible le droit perçu sera restitué (58).

A l'appui de sa thèse, l'administration soutient que l'acceptation du donataire produit un concours de volonté suffisant pour que le contrat de donation se forme. L'art. 932 C. Civ. enlève sans doute tout effet à ce contrat à l'égard du donateur, mais cet article

(57) Inst. 290 § 29.

(58) Même instruction 290 § 29.

a eu pour but d'indiquer que le donateur pouvait retirer son offre tant qu'il n'avait pas reçu de notification, c'est-à-dire que la donation était subordonnée à une condition résolutoire potestative de sa part, et les conditions résolutoires ne font pas obstacle à la perception de l'impôt.

Cette solution est critiquée par de nombreux auteurs (59). La donation ne devient parfaite que par la notification de l'acceptation. D'autre part, la faculté qui appartient au donateur de retirer son offre tant que l'acceptation du donataire ne lui a pas été notifiée, ne forme pas une condition, qui n'est qu'un élément accidentel, mais elle constitue un élément essentiel du contrat. (60)

Remarquons que l'Administration n'est d'ailleurs pas logique avec elle-même en autorisant la restitution des droits perçus lorsque la condition se réalise.

77. — La donation entre vifs ne peut être acceptée par un incapable non régulièrement autorisé, assisté ou représenté (art. 934 et suiv.) La Régie et la Cour de Cassation décident à bon droit qu'une donation irrégulièrement acceptée n'est pas passible du droit proportionnel.

(59) Pilon n° 311. Champ. et Rig. n° 2.324. Demande n° 580 Naquet II n° 840 - Wahl I n° 189 - en sens contraire T. A. V. Donation n° 287.

(60) Cass. 18 nov. 1861 D. 62 - 1 - 28.

Il est dit dans un arrêt du 1^{er} Août 1836 (61) :

« ...que jusqu'à cette acceptation légalement consentie et exprimée, le contrat de donation n'existe pas et ne peut pas produire plus d'effet pour la régie de l'enregistrement que pour les parties elles-mêmes ».

La régie et la Cour de Cassation se trouvent en désaccord avec elles-mêmes, puisque, en principe la nullité dont un acte est entaché ne fait pas obstacle à l'exigibilité du droit (V. Supra, n° 71).

78. — D'ailleurs la Cour de Cassation se contredit sur cette même question de l'acceptation. Elle a en effet décidé par un arrêt du 13 Janvier 1890 (62) que le droit proportionnel était exigible sur l'acte qui constate la donation partage consentie par une mère à ses enfants ou petits-enfants et le partage entre eux, tant des biens donnés, que d'autres biens leur appartenant indivisement, et cela alors même que l'un des enfants, interdit pour cause de démence, n'a été représenté à l'acte que par ses copartageants qui, se portant forts pour lui, se sont attribués tous les biens à charge de servir une pension tant à leur mère qu'à l'interdit.

79. — La transmission s'opérant le jour de l'acceptation c'est à cette époque qu'il faut se placer pour

(61) Civ. 1^{er} août 1836 S. 1836 - I - 910. D. 36 1-433.

(62) Req. 13 janv. 1890 J. E. 23340.

l'application du tarif et la détermination de la valeur imposable (63).

80. — L'acceptation des départements, communes, établissements publics et d'utilité publique est soumise à des règles spéciales.

Les donations qui ne sont soumises à l'autorisation que dans le cas de réclamation des familles (64) doivent être enregistrées au droit proportionnel dans le délai ordinaire prévu par la loi (65).

Pour les donations soumises de plein droit à l'autorisation administrative (66) le droit proportionnel est dû, soit immédiatement après cette autorisation, si la donation a fait l'objet d'une acceptation provisoire, soit dans le cas contraire, après l'acceptation qui est nécessaire pour parfaire le contrat (même inst.)

Les Conseils Municipaux doivent donner leur avis sur l'acceptation ou le refus des dons et legs faits à certains établissements publics communaux (hospices, bureaux de bienfaisance, bureaux d'assistance) et en

(63) Avis Conseil d'Etat 14 déc. 1831 J. E. 10.456.

(64) Ce sont celles faites sans charges, conditions, ni affectations immobilières et qui peuvent être acceptées définitivement par la commission administrative.

(65) Inst. 3154 § 10.

(66) Celles avec charges, pour lesquelles l'autorisation est donnée par arrêté du Préfet si l'établissement a le caractère communal ou départemental, et par décret en Conseil d'Etat s'il a le caractère national.

cas de désaccord entre la commune et l'établissement, la libéralité est soumise à l'autorisation par arrêté du préfet.

En ce qui concerne les dons, l'acte d'acceptation indiquera nécessairement si l'avis du Conseil Municipal a été donné, et si cet avis est conforme à celui de la commission administrative. En cas de désaccord entre les deux assemblées l'acceptation devrait être considérée comme provisoire et il y aurait lieu de s'abstenir d'exiger le droit proportionnel jusqu'à ce que l'autorité supérieure se fût prononcée (Même inst. § 12).

§ 3^e. — *DE LA DONATION D'EFFETS MOBILIERS*

81. — Aux termes de l'art. 948, C. Civ. « tout acte de donation d'effets mobiliers, ne sera valable que pour les effets dont un état estimatif, signé du donateur et du donataire, ou de ceux qui acceptent pour lui, aura été annexé à la minute de la donation ».

Ici encore, cette condition requise à peine de nullité en droit civil ne fait pas obstacle à la perception du droit proportionnel, car l'administration n'est pas juge de la validité des conventions.

82. — La donation nulle en la forme ne peut être ni ratifiée, ni confirmée par le donateur (art. 1339 C. Civ.) elle doit être refaite.

Si le premier acte avait été enregistré au droit pro-

portionnel, le second ne serait passible que du droit fixe de fr. 22,50 (art. 270 § 5, n° 7, C. E.) le même fait juridique ne pouvant donner ouverture qu'à un seul droit.

Si au contraire, le premier acte avait été enregistré au droit fixe, le droit proportionnel serait dû sur le second au tarif en vigueur à sa date.

83. — Les héritiers ou ayants cause du donateur peuvent après son décès, confirmer, ratifier ou même exécuter volontairement une donation faite par leur auteur, et ces faits équivalent de leur part à la renonciation tacite d'opposer soit les vices de forme, soit toute autre exception.

Dans ce cas, le droit fixe est seul dû si le premier acte a été enregistré au droit proportionnel, et inversement le droit proportionnel est dû si le premier acte avait été imposé au droit fixe, mais le tarif applicable est celui en vigueur au jour de la confirmation, formant titre de la mutation.

Section 2

DES LIBERALITES DISPENSEES DE FORME

84. — La loi n'exige la forme authentique qu'autant qu'on dresse un acte spécial pour constater la donation, or il est souvent possible de réaliser une donation sans dresser un acte de ce genre.

Notamment :

1° Pour les donations qui peuvent se faire par simple tradition : ce sont les dons manuels qui ne font pas l'objet de cette étude.

2° Pour les donations qui se réalisent par la renonciation à un droit.

3° Pour les libéralités accessoires d'un contrat à titre onéreux : ce sont les donations indirectes .

4° Et enfin pour les donations déguisées.

Nous étudierons ces trois dernières dans les 3 paragraphes de cette section.

§ 1^{er}. — *DES RENONCIATIONS GRATUITES*

85. — En principe les renonciations à un droit sont autorisées dans l'intérêt du renonçant, lorsque le droit qu'il possède ou qu'il est appelé à recueillir est inutile ou onéreux. Mais parfois cette renonciation prend le caractère d'une donation, lorsque celui qui la fait se prive d'une valeur active plus ou moins considérable, qu'il dépendait de lui d'acquérir ou de conserver, et que son acte a précisément pour but d'en faire profiter une autre personne. C'est cette intention qui donne à l'acte sa nature de libéralité.

Le résultat est le même que si le renonçant après avoir pris ou obtenu la chose à laquelle il a renoncé, l'avait ensuite transmise à l'autre partie au moyen d'une donation.

Ces donations empruntent les formes d'un autre acte juridique, elles sont valables sous cette forme parce qu'elles sont le résultat d'un acte juridique qui vaut par lui-même en vertu de ses règles particulières, dans la forme où il a été fait.

Mais la donation ne se présument pas, toutes les fois que l'acte présenté à la formalité ne portera pas en lui-même la preuve de la libéralité qu'il renferme, l'administration ne sera fondée à le tarifier comme donation que si elle établit l'existence de la libéralité qu'elle prétend soumettre à l'impôt. C'est une question de fait.

Nous allons passer en revue différents cas de libéralités présentées sous la forme de renonciation à un droit.

86. — La remise de dette ou acceptilation est la renonciation par le créancier en faveur du débiteur au droit d'exiger en tout ou en partie le paiement de sa créance.

Le droit proportionnel de donation est dû sur tout acte de remise de dette procédant d'une intention de libéralité, il en est ainsi de la clause d'un contrat de mariage par laquelle la mère du futur époux consent à réduire la rente viagère que celui-ci était tenu de lui servir en vertu d'un partage antérieur (67).

(68) Délib. 14 avril 1826 J. E. 8434.

Le droit proportionnel serait également dû sur la remise des intérêts de cette dette. Cependant un jugement du Tribunal de Pamiers du 26 Avril 1883 (68) a écarté l'exigibilité du droit pour les intérêts à échoir. Il semble que cette décision soit erronée, les intérêts à échoir bien que d'un recouvrement aléatoire, n'en constituent pas moins une valeur actuelle qui peut faire l'objet d'une donation immédiatement passible du droit proportionnel.

87. — Le droit de donation est exigible sur la remise faite par l'enfant d'un premier lit, à la seconde femme de son père, légataire de la quotité disponible, de la part incombant à celle-ci dans une rente annuelle et perpétuelle constituée au profit de l'héritier par le défunt en paiement de ses reprises maternelles (69).

88. — La remise du prix de vente consentie par le vendeur à son acheteur a le caractère d'une libéralité lorsque cette remise est déterminée par les sentiments « d'amitié et d'attachement » du créancier envers le débiteur (70) ou encore lorsque la renonciation est sans avantage pour le vendeur, par exemple lorsque le prix de vente est d'un recouvrement certain (71).

Au contraire le droit de donation ne sera pas exigible

(68) Pamiers 26 Avril 1883. R. P. 6.193.

(69) Marseille 11 avril 1851 J. E. 15.187.

(70) Délib. 29 sept. 1824 J. N. 4843.

(71) Grasse 25 juillet 1874 R. P. 3960.

sur la renonciation de partie du prix, lorsqu'elle a pour but d'assurer le paiement du surplus (72).

89. — La renonciation au droit de retour donne ouverture au droit proportionnel de donation lorsqu'elle procède d'un sentiment de pure libéralité, par exemple dans le cas de renonciation par les père et mère, au profit de leur gendre à leur droit de retour sur les valeurs par eux données à leur fille décédée (73). Mais si le donateur ne se désiste de son droit que dans son propre intérêt, la renonciation ne comporte que le droit de libération (74).

90. — Les renonciations à communautés, succession ou legs doivent être translatives et faites *animo donandi* pour rendre exigible le droit proportionnel. Il en est ainsi dans le cas :

1° d'une renonciation à succession au profit d'un seul héritier acceptant, par les autres héritiers (75).

2° d'une renonciation à un legs au profit d'un tiers acceptant (76) même si le légataire prétend se conformer en cela à la volonté du défunt et exécuter un fidéïcommis (77).

La renonciation à un gain de sur vie ne rend éga-

(72) Sol. 27 déc. 1842 D N. T. X. n° 90 p. 782.

(73) Seine 30 mai 1868 R. P. 2.720.

(74) Toul 15 mars 1887. R. P. 6.901.

(75) Cass. 15 nov. 1858 S. 59 - 1-9 D. 58 I-453.

(76) Cass. 17 août 1815. — J. E. 5.365.

(77) Condom. 17 juillet 1841, J. E. 12.791,

lement pas le droit proportionnel exigible si le renonçant n'a pas entendu gratifier le successible (78).

91. — Lorsqu'un héritier est dispensé de rapporter à la succession les biens qui lui ont été donnés par le défunt en avancement d'hoirie, cette dispense augmente son émolument, le droit de donation est donc exigible sur la part des renonçants dans les biens sujets au rapport (79).

La même solution doit s'appliquer à la renonciation par un héritier, d'exiger le rapport des sommes prêtées à son cohéritier (80).

Si, postérieurement à la donation, le donataire est dispensé du rapport par application de l'art. 919 C. Civ., cette stipulation n'opérant aucune transmission nouvelle ne doit être assujettie qu'au droit fixe comme acte de complément (81).

Lorsque dans un partage, un héritier rapporte une somme qui lui avait été donnée par préciput dans les limites de la quotité disponible, ou renonce volontairement à une créance sur la succession, il fait en cela une donation passible du droit proportionnel (82).

92. — De même le droit de donation est dû sur l'acte

(78) Cass. 15 mai 1866. S-66-1-276.

(79) Versailles 1^{er} avril 1852 J. E. 15627.

(80) Sol. 26 Déc. 1868.

(81) Délib. 6 octobre 1826 J. N. 5.919.

(82) Seine 2 février 1867 J. E. 18354.

de renonciation par un héritier à la libéralité précipuaire que lui avait faite l'auteur commun (83).

93. — Lorsque les deux époux constituent conjointement une dot en effets de la communauté sous la condition que la dot s'imputera en entier sur la succession du prémourant des donateurs, le survivant est par l'effet de cette stipulation réputé étranger à la constitution dotale. Le prémourant est censé avoir doté seul et sa succession doit récompense à la communauté des sommes employées au paiement de la dot.

Si le survivant abandonne sans compensation l'indemnité qui lui revient de ce chef, cette renonciation libératoire pour les héritiers et procédant d'un sentiment de libéralité encourt le droit proportionnel de donation (84).

Mais lorsque la clause d'imputation eu égard aux circonstances doit être interprétée comme impliquant un simple mode de libération facultatif pour l'époux survivant, si ce dernier déclare ne pas se prévaloir de la clause d'imputation, il n'y a dans l'exercice de ce droit d'option aucun élément pouvant donner lieu à la perception du droit de donation (85).

Cet arrêt se rattache à la théorie soutenue par M.

(83) Marennès 17 mars 1885, T. A. 1^o édit. V^o Acceptation n^o 27.

(84) Seine 8 juillet 1871 R. P. 3439.

(85) Cass Civ. 6 juillet 1875 S. 75-1-473 D. 76-1-223,

Labbé (86) d'après laquelle la clause d'imputation n'empêche pas les deux ascendants qui ont constitué la dot d'en être débiteurs solidaires, de sorte que, même après le prédécès de l'un d'eux, le survivant reste tenu, si la succession ne peut acquitter la dette commune. Dès lors en renonçant au bénéfice de la clause d'imputation, le survivant ne prend pas une obligation nouvelle aux lieu et place de l'ancienne qui s'est éteinte, il renonce seulement à un mode d'exécution de l'obligation primitive, laquelle n'a jamais cessé d'exister.

Si la veuve survivante paye la totalité des dots de ses deniers, un jugement du Tribunal de Marseille du 6 Janvier 1904 (87) déclare qu'elle n'acquitte une dette personnelle à son mari précédé que pour moitié des dites sommes, par suite de l'effet rétroactif de sa renonciation à l'imputation sur la succession du prémourant, le droit proportionnel ne sera perçu que sur cette moitié.

Inversement dans le cas où la dot est constituée en biens communs sans clause d'imputation, et qu'elle est imputée dans le partage sur la succession du prémourant, il y a au profit de l'époux survivant, rétrocession

(86) Note S. 7 2 - 1-201.

(87) Marseille 6 janvier 1904 S. 06-2-253.

(88) Tarascon 12 décembre 1889 R. P. 7384.

de la moitié de la libéralité, et cette rétrocession rend exigible le droit proportionnel de donation (88).

94. — Est encore une donation entre vifs la renonciation par un enfant au profit de ses auteurs, de la dot que ceux-ci lui avaient constituée, et non payée, lors même que cette remise de dette n'a pas été acceptée (89).

Il en est de même lorsque l'enfant consent au remboursement de la dot qui lui a été constituée (90).

95. — Si la femme survivante ou ses héritiers renoncent à la portion non recouvrée des reprises, mus par des sentiments de générosité, il y a lieu d'exiger le droit de donation (91). Il y a également donation quand une mère fait remise à ses enfants de la fraction de ses reprises qui excède l'importance des biens revenant à ceux-ci dans la succession paternelle. Mais si cet abandon se justifiait par l'impossibilité où se trouvaient les héritiers d'acquitter les reprises de la veuve, il n'y aurait alors qu'une simple décharge de reprise passible du droit fixe (92).

96. — Lorsqu'un héritier renonce à l'action en réduction des libéralités faites par l'auteur en dehors des limites de la quotité disponible, en général et sauf

(89) Rouen 10 juin 1857 J. E. 16569.

(90) Evreux 28 mai 1862 J. E. 17496.

(91) Marennes précité Supra note 83.

(92) Sol. 15 mai 1878 30 juin 1884 T. A. V^o Donation n^o 359.

circonstances particulières, une pareille renonciation n'emporte pas libéralité car elle est simplement déclarative et non translatrice (93).

97. — La renonciation à titre gratuit à une rente viagère rend exigible le droit proportionnel de donation. Toutefois seul, le droit fixe est exigible dans le cas d'une renonciation par un père en faveur de son fils à une rente viagère imposée à ce dernier par le renonçant, comme charge d'une donation immobilière antérieure, cette renonciation étant le complément pur et simple de la donation immobilière (94).

Le droit proportionnel ne saurait non plus être exigible sur l'acte par lequel le crédit rentier consent une remise partielle de la rente à lui due, afin de mieux assurer le paiement du surplus (95).

98. — Les renonciations translatives d'usufruit au profit des nus propriétaires ou des tiers sont soumises au droit proportionnel de donation.

§ 2^e. — *DES DONATIONS INDIRECTES.*

99. — Il peut arriver que dans une convention sérieuse ayant le caractère onéreux, l'une des parties consente à l'autre, un avantage qui s'analyse en une

(93) Demolombe XIX n^{os} 189 et suiv.

(94) Sol. 5 mars 1887 R. E. 434.

(95) Cass. 28 fév. 1870 S. 70-1-225.

véritable libéralité. A raison de son caractère accessoire, et comme étant comprise dans une convention principale qui a ses formes propres et ses conditions de validité, la libéralité ainsi faite est valable, quoi qu'elle ne soit pas revêtue des formes habituelles des donations.

Il faut supposer d'ailleurs que cet avantage est consenti d'une manière ostensible et que les parties ne l'ont pas caché sous la forme d'une clause onéreuse, auquel cas il y aurait donation déguisée.

Par exemple, je vous vends pour 50.000 fr. un immeuble qui en vaut 100.000 avec l'intention de vous gratifier de la différence.

Ici encore la donation ne se présument pas, l'administration doit en établir l'existence, soit d'après les termes de la convention soumise à l'enregistrement, soit d'après les circonstances de la cause ou les autres moyens de preuve que la loi met à sa disposition.

Il n'y a donc pas de règles fixes, nous passerons en revue les principales décisions en la matière.

100. — Lorsque dans un partage de communauté et de succession, un héritier prélève du consentement de ses cohéritiers une action industrielle d'une valeur actuelle supérieure à celle qu'avait une semblable action au jour où il en avait été fait donation entre vifs à son cohéritier, ce prélèvement constitue un abandon

gratuit de la différence par ses cohéritiers, et donne ouverture au droit de donation sur la différence (96).

101. — Dans un partage de communauté, lorsque les reprises dûment justifiées de l'époux survivant absorbent l'actif commun, et que ce dernier attribue dans le partage certains acquêts aux héritiers de son conjoint, cette attribution constitue de sa part une libéralité passible du droit de donation (97) .

102. — Lorsque l'époux survivant attributaire par contrat de mariage de la totalité des biens communs attribue à un tiers la nue propriété de certains de ces biens en exécution des dispositions de son conjoint, il fait une véritable libéralité passible du droit proportionnel (98).

103. — L'acte par lequel un tiers garantit l'efficacité d'une donation et s'engage à suppléer à l'insuffisance des biens du donateur, ne constitue pas un cautionnement, mais une libéralité conditionnelle assujettie au droit fixe lors de l'enregistrement de l'acte, et au droit proportionnel lors de la réalisation de la condition.

Les motifs invoqués sont donnés dans un arrêt de la Cour de Cassation du 12 Août 1872 (99).

(96) Seine 7 mars 1879 R. P. 5269.

(97) Cass. 16 février 1874 S. 74 - 1-279.

(98) Phitiviers 6 février 1840, J. E. 12-511.

(99) Cass. 12 août 1872 S. 72 1-325.

« Attendu que si le cautionnement d'un acte à
« titre onéreux ne peut, en règle générale, être
« considéré comme une libéralité de la caution
« envers le créancier, il en est autrement lors-
« que le cautionnement est souscrit pour garan-
« tir une donation et pour suppléer à l'insuffi-
« sance de biens du donateur ou de sa succes-
« sion, au moment où la donation devra recevoir
« son exécution ; qu'en ce cas, en effet, le cau-
« tionnement n'est pas seulement un accessoire
« de la donation principale, mais qu'on doit y
« voir une libéralité directe quoique éventuelle,
« de la caution envers le donataire, un engage-
« ment né de la même cause que le premier,
« participant de sa nature et destiné à le sup-
« pléer si la condition sous laquelle il a été pris
« vient à se réaliser ».

104. — Le droit de donation peut encore être perçu à l'occasion d'un compte de tutelle lorsque le mineur devenu majeur consent à n'exiger le paiement du capital formant le reliquat du compte à son profit, qu'au décès de son tuteur et sans intérêt jusqu'à cette époque.

Le droit est dû sur l'usufruit de ce reliquat (100).

(100) Sol. 27 mars 1860, T. A. V^o donation n^o 340 rapprocher supra 86.

De même lorsque la veuve fait abandon à son fils des bénéfices réalisés par elle depuis la dissolution de la communauté, dans l'exploitation d'un fonds de commerce, cette attribution constitue une libéralité si l'enfant n'a pas droit à ces bénéfices (101).

105. — L'engagement de loger et de nourrir gratuitement un enfant pendant un certain temps constitue une donation et non un bail à nourriture (102)

106. — Lorsque dans un acte de vente, un tiers promet de payer le prix d'un immeuble sans subrogation, à la condition que cet immeuble ait une destination charitable, outre le droit de vente, le droit de donation est exigible, bien qu'il n'y ait pas eu acceptation expresse (103).

107. — Lorsque la vente a lieu à vil prix, l'administration ne peut percevoir le droit de donation sur la différence entre la valeur réelle et le prix de vente qu'en prouvant qu'il y a deux transmissions distinctes, l'une à titre onéreux, l'autre à titre gratuit (104).

108. — Le droit de donation sera exigible sur l'acte de société constituée entre un père et son fils, établis-

(101) Cholet 19 avril 1886 R. P. 2.620.

(102) Dél. 15 déc. 1835 J. E. 11.430-2.

(103) Brive 3 juillet 1849 J. E. 14779.

(104) Inst. 2375 § 6.

sant que la mise du fils a été fournie gratuitement par son père (105).

Un père associé avec plusieurs de ses enfants dispense un enfant non associé de rapporter sa propre dot, à titre de compensation. Cette dispense fait apparaître la réalité des libéralités faites aux enfants associés, le droit proportionnel sera exigible sur la valeur de ces libéralités (106).

109. — L'engagement pris par une veuve de faire réparer à ses frais l'église de la commune en vue d'obtenir pour son mari une sépulture dans la partie du cimetière contigue à l'église, est un contrat commutatif et ne donne pas ouverture au droit proportionnel de donation (107).

110. — La donation du bien d'autrui est passible du droit proportionnel de donation, l'administration n'étant pas juge de la nullité des conventions des parties (108).

111. — Le placement d'une somme par achat d'actions sous le nom d'un tiers, qui reçoit et accepte les titres par acte public, constitue une véritable donation passible du droit proportionnel (109).

(105) Toul 14 juin 1827 J. E. 8760.

(106) Cass. 31 juillet 1855 S. 55-1-731 D. 55 -1-286.

(107) Mamers 2 février 1875 S. 75 -2-150.

(108) Cass. 20 nov. 1844 S. 45 - 1 134.

(109) Délib. 9 octobre 1824 J. des not. 4932.

L'assurance sur la vie gratuitement contractée au profit d'un tiers, constitue selon qu'elle est subordonnée au prédécès du donateur ou à l'évènement d'une condition suspensive : une donation éventuelle ou conditionnelle.

Elle peut également faire l'objet d'une libéralité actuelle investissant immédiatement le bénéficiaire du droit incorporel qui résulte du contrat.

112. — L'assurance contractée au profit d'une personne déterminée renferme une stipulation pour autrui jointe à une stipulation pour soi-même dans les conditions de l'article 1121 C. Civ., donc assujettie à aucune forme par application de l'art. 1973 C. Civ. d'après lequel la rente viagère, bien qu'ayant les caractères d'une libéralité, n'est pas assujettie aux formes requises par les donations.

Par contre, si une police déjà en cours fait l'objet d'une donation, il faut observer les formes solennelles.

113. — L'acceptation du tiers a pour effet de l'investir définitivement du bénéfice de la convention et suffit à rendre le droit proportionnel exigible (110).

114. — L'objet réel de la donation consiste dans le capital que la Compagnie versera au bénéficiaire (111)

(110) Cass. 23 janvier 1889 S. 89 - 1-353 D. 90- 1-73.

(111) Cass. 8 février 1888 S. 88 - 1-121.

Mais le chiffre exact du capital n'est connu qu'au moment du paiement, attendu qu'il est subordonné à l'exécution exacte et intégrale des conditions de la police.

Le bénéfice *actuel* de la libéralité consiste donc :

1° Lorsque la transmission a lieu au moment de la souscription de la police, dans un droit mobilier incorporel dont l'estimation fera l'objet d'une déclaration estimative.

2° Si la transmission s'opère pendant le cours du contrat, dans la valeur de rachat.

Le droit proportionnel sera perçu sur ces bases quand le contrat sera présenté à la formalité sauf restitution du droit complémentaire exigible au moment du paiement du capital de l'assurance.

Il en est ainsi, même dans le cas d'une assurance différée, c'est-à-dire d'une assurance à jour fixe, et dans l'hypothèse où l'assuré prédécéderait, le bénéficiaire qui escompterait l'assurance ne serait pas admis à n'acquitter les droits que sur la valeur ainsi touchée (112).

§ 3°. — *DES DONATIONS DEGUISEES.*

115. — On appelle « donation déguisée » celle qui est faite sous l'apparence d'un contrat à titre onéreux au moyen d'une simulation contenue dans l'acte.

(112) Cass. 29 juillet 1868 S. 68-1-415.

La validité de ces donations est certaine. Comme toutes les donations non solennelles, quelles que soient leurs formes, les donations déguisées sont soumises aux règles de fonds qui gouvernent les donations ordinaires, notamment pour les questions de capacité, de rapport à succession, etc...

Elles ne sont dispensées que des formalités extérieures imposées aux donations entre vifs, mais comme elles se présentent sous une apparence qui n'est pas celle des donations, ceux qui veulent leur en appliquer les règles doivent commencer par en établir la véritable nature.

L'administration a le droit absolu, et le devoir, d'apprécier les stipulations des contrats présentés à la formalité pour asseoir d'une manière conforme à la loi les droits dus par les parties contractantes à raison de ces contrats (113).

116. — Aux termes de l'art. 44 de la loi du 13 Juillet 1925, « lorsqu'il est amiablement reconnu ou judiciairement établi que le véritable caractère des stipulations d'un contrat ou d'une convention a été dissimulé sous l'apparence de stipulations donnant ouverture à des droits moins élevés, il est dû un double droit en sus. Cette pénalité est due solidairement par toutes les parties contractantes ».

(113) Cass. 20 mars 1855 S. 55 - 1-271 D. 55 - 1-130.

La prescription est de deux ans si la preuve de la libéralité peut résulter de l'acte, et de 30 ans dans le cas contraire.

117. — A la suite de l'élévation des tarifs applicables aux mutations à titre gratuit, le nombre des donations déguisées s'est élevé, on relève un nombre considérable de décisions de jurisprudence.

L'administration peut invoquer toutes les preuves du droit commun compatibles avec la procédure spéciale en matière d'enregistrement. Notons cependant qu'elle n'a pas à prouver le caractère déguisé de la donation dans l'hypothèse visée par l'art. 45 de la loi du 13 Juillet 1925 (art. 10, C. E.) ainsi conçu :

« Est réputé au point de vue fiscal faire par-
« tie jusqu'à preuve contraire de la succession
« de l'usufruitier, toute valeur mobilière, tout
« bien meuble ou immeuble, appartenant pour
« l'usufruit au défunt, et, pour la nue propriété,
« à l'un de ses présomptifs héritiers ou descen-
« dants d'eux, même exclu par testament, où à
« ses donataires ou légataires institués, même
« par testament postérieur, ou à des personnes
« interposées, à moins qu'il y ait eu donation
« régulière. Sont réputées personnes interposées
« les personnes désignées dans les articles 911,
« 2° alinéa, et 1100 du C. Civ... ».

Il a été en effet décidé que l'administration n'avait

pas le droit d'élever une réclamation avant l'ouverture de la succession qui seule permettait de déterminer la situation existant alors et de réclamer des droits définitivement fixés (114).

Il faut considérer toutes les instances engagées en cette matière comme des questions de faits, nous passerons en revue les donations déguisées les plus fréquentes, celles qui ont lieu sous forme de cession de créance ou de vente et celles qui sont cachées sous d'autres formes.

A) *Donations déguisées sous forme de cession de créance ou de vente.*

118. — Le prix de vente ou de cession de créance peut être fictif ; il a bien été stipulé un prix dans l'acte, mais il n'est pas payé, la preuve de la donation déguisée résulte souvent du rapprochement avec la déclaration de succession du vendeur ou cédant décédé peu de temps après la vente ou la cession, laquelle déclaration ne comprend pas d'argent comptant (115). Les parties peuvent prouver de leur côté que le prix a bien été encaissé et employé.

119. — Le prix sans être fictif peut être dérisoire, c'est une autre présomption qui se rencontre surtout

(114) Trib. Dordogne sect. Périgueux, 18 juin 1929, Semaine Juridique, 12 sept. 1929.

(115) Cass. 9 juillet 1861, S. 61-1-788, D. 61-1-322 ; 9 novembre 1903, S. 04-1-529, D. 04-1-586 ; 5 janvier 1909, S. 11-4-172, D. 11-1-460.

en matière d'aliénation moyennant une rente viagère (116).

Aux termes de l'article 1.964 Code Civ. le caractère essentiel du contrat de rente viagère est d'être aléatoire, il faut dès lors qu'il présente pour chaque partie des chances de gain. Lorsque la rente viagère stipulée est égale ou approximativement égale au revenu du capital aliéné, le débiteur ne peut se trouver en perte et il y a dans ce cas une véritable donation (117).

L'administration fait le rapprochement entre le montant des arrérages stipulés et ceux que fournirait une compagnie d'assurances (118).

Mais c'est avant tout une question de fait, car des circonstances particulières peuvent motiver la modicité de la rente, et écarter l'idée de donation. Il a été décidé par exemple (119) que l'acte par lequel une rente viagère est créée sur la tête de 2 personnes plus jeunes que les constituants, moyennant l'abandon d'une créance privilégiée mais non exigible, dont les créanciers *garantissent seulement l'existence*, ne peut être réputé renfermer une donation quoique la

(116) Cass. 19 juin 1882, S. 83-1-231, D. 83-1-299.

(117) Cass. 16 mai 1866, S. 66-1-350 ; 26 mai 1903, S. 04-1-295, D. 05-1-172 ; 21 déc. 1926, Gaz. Palais 1927-1-344.

(118) Cass. 5 nov. 1878, S. 79-1-83, D. 79-1-100 ; 19 juin 1882, Préc. note 116 ; 5 janv. 1909, Préc. note 115.

(119) Civray 31 déc. 1858, J. E. 16896.

rente soit seulement égale à l'intérêt produit par le capital de la créance cédée.

120. — Si la rente constituée est d'une valeur bien supérieure au bien abandonné on peut considérer qu'il s'agit d'une donation au profit du crédientier (120).

121. — Le droit de donation sera encore exigible dans le cas d'abandon de biens à charge de nourriture lorsque cette charge est notoirement inférieure au revenu des biens abandonnés (121).

122. — L'administration met en doute le paiement du prix lorsque l'acte notarié constate que le paiement a eu lieu antérieurement et hors la vue du notaire rédacteur (122).

123 — Le défaut de besoin du vendeur a été admis comme présomption (123).

124 — De même lorsque les ressources de l'acquéreur sont insuffisantes pour payer le prix stipulé, la gratuité du contrat doit être présumée (124).

125 — L'administration et la jurisprudence estiment

(120) Cass. 23 août 1871, S. 71-1-107, D. 71-1-340.

(121) Annecy 31 déc. 1891, R. P. 7865.

(122) Niort, 22 mai 1925, J. E. 35.592 ; Béziers, 15 juin 1927, J. E. 33185.

(123) Cass. 5 nov. 1878, Prec. note 118.

(124) Niort, 22 mai 1925, préc. note 122.

que le lien de parenté existant entre les parties constitue une présomption de libéralité (125).

La parenté par alliance a été également admise comme présomption de libéralité (126).

Toutefois certains tribunaux n'ont pas voulu attacher d'importance à cette circonstance. Les cessions, ventes, constitutions de rente s'expliquant très bien avec des parents plutôt qu'avec des étrangers (127).

126 — Lorsque l'acquéreur est institué légataire universel l'administration voit dans cette circonstance une nouvelle présomption (128).

127 — L'âge avancé du vendeur constitue une autre présomption, soit lorsque le prix est converti en rente viagère, soit lorsque le vendeur n'a aucun intérêt à aliéner ses biens (129).

Toutefois on peut tirer une présomption contraire de l'âge avancé du vendeur, ce dernier n'étant plus apte à gérer lui-même sa fortune, et en prévision de sa mort pouvant désirer posséder une certaine somme pour régler par anticipation des frais et des libéra-

(125) Cass. 9 juillet 1861, préc. note 115 ; 5 nov. 1878, préc. note 118 ; 9 juillet 1879, J. E. 21554 ; 19 juin 1882 ; préc. note 116.

(126) Marennès, 24 déc. 1912, R. P. 12845.

(127) Bressuire, 1^{er} mars 1922, J. E. 32128.

(128) Niort, 22 mai 1925 ; Béziers, 15 juin 1927, préc. note 122.

(129) Cass. 25 janv. 1899, S. 99-1-295, D. 99-1-541 ; 5 janvier 1909, préc. note 115 ; 25 avril 1914 ; J. E. 29214.

lités qu'il ne veut pas envisager dans un testament (130).

Cette présomption tirée de l'âge avancé du vendeur n'a plus d'importance si ce dernier a besoin du prix pour assurer son existence, il a été décidé par exemple qu'il n'y avait pas libéralité dans la vente consentie à une nièce par alliance, instituée le même jour légataire universelle, moyennant une rente viagère, bien que la venderesse âgée de 84 ans soit décédée 5 mois après, car celle-ci avait besoin de cette rente (131).

128 — Lorsque les parties en déclarant faire une rente, prennent dans la forme de l'acte la précaution nécessaire pour en assurer la validité à titre de donation, il y a forte présomption que le contrat soit gratuit (132).

129 — Le tribunal de Dreux s'est basé sur l'honorabilité du vendeur et de l'acquéreur pour reconnaître la sincérité de la vente (133).

130 — La renonciation par le vendeur à son privilège a été tantôt admise (134) tantôt écartée (135) comme présomption.

(130) Bressuire, 1^{er} mars 1922, préc. note 127.

(131) Eure-et-Loir, 30 mai 1927, J. E. 33112.

(132) Annecy, 31 déc. 1891, préc. note 121.

(133) Dreux, 27 mai 1897, J. E. 21833.

(134) Arbois, 17 avril 1919, J. E. 31102.

(135) St-Affrique, 18 oct. 1918, J. E. 30744.

131 — La réserve d'usufruit a été considérée comme une présomption de libéralité (136). Remarquons que cette présomption est beaucoup moins invoquée maintenant par l'administration qui au décès de l'usufruitier exige l'application de l'article 45 de la loi du 13 Juillet 1925. (V. Supra n° 117).

132 — Enfin, la preuve du caractère gratuit de la mutation peut résulter d'un jugement constatant qu'un contrat présenté sous la forme de vente a le caractère d'une libéralité.

B) Autres formes de donations déguisées.

133 — Un contrat de prêt peut cacher une libéralité, cela résulte des stipulations du contrat, de la position de fortune des parties, des liens de parenté qui existent entre elles, du rapprochement de la date d'obligation avec celle du contrat de mariage du prêteur qui s'est constitué en dot le montant de sa créance (137).

Un héritier devant rapporter à la succession les sommes qui lui ont été prêtées par le de cujus, le prêt produit presque les mêmes effets qu'une donation rapportable à la succession, il sert souvent à cacher une libéralité

(136) Abbeville, 21 fév. 1923, J. E. 32294.

(137) Charolles, 8 mars 1856, J. E. 16245 ; Cass. 20 mars 1855, préc. note 113.

Toutefois il faut que le caractère de libéralité ressorte pleinement des circonstances particulières de l'affaire (138).

134. — Le droit de donation est exigible sur la quittance donnée par un créancier à une époque très rapprochée de son décès d'une somme non encore exigible, à lui due par son héritier, lequel était au surplus dépourvu des ressources nécessaires pour acquitter sa dette (139).

135. — Le droit de donation est exigible dans un partage, lorsqu'un légataire universel procède avec les héritiers non réservataires, au partage de la succession du testateur et que la nue propriété est abandonnée à ces derniers, l'usufruit étant seulement attribué au légataire universel (140).

136. — On doit considérer comme une donation déguisée, la constitution d'une rente viagère à titre de pension alimentaire, faite par un père en faveur de sa fille, alors que cette dernière doit contracter mariage quelques jours plus tard, et que son contrat de mariage ne contient aucune constitution de dot (141).

137. — Le Tribunal de Nancy a décidé que l'administration pouvait réclamer le droit de donation sur

(138) Seine, 27 nov. 1875, J. E. 19925.

(139) Soissons, 9 juin 1904, J. E. 26870.

(140) Chartres, 27 fév. 1907, R. P. 11451.

(141) Muret, 18 juin 1859, J. E. 16973.

les titres nominatifs qui ont fait l'objet de transferts en se basant sur un jugement qui a reconnu que ces transferts avaient eu lieu à titre de donation (142).

138. — La transaction est en principe commutative, chacune des parties consent à se désister de tout ou partie de ses prétentions en faveur de l'autre. Le droit de mutation à titre onéreux est en général seul exigible.

139. — Les clauses d'ameublement dans les contrats de mariage peuvent dissimuler de véritables donations.

Ainsi constitue une libéralité, la clause d'un contrat de mariage par laquelle l'un des futurs déclare ameubler tous ses biens meubles et immeubles, présents et futurs, alors que son conjoint exclut de la communauté tous les biens meubles et immeubles lui appartenant ainsi que ceux qui pourront lui advenir (143).

(142) Nancy, 29 décembre 1896, J. E. 25.141.

(143) Nogent-le-Rotrou, 27 mai 1876, R. P. 4401.

CHAPITRE DEUXIÈME

DES CARACTERES INTRINSEQUES DE LA DONATION ENTRE VIFS

140. — La donation suppose essentiellement un appauvrissement gratuit du donateur, actuel et irrévocable. Nous étudierons successivement ces deux éléments. Le premier chapitre sera consacré à l'étude du caractère gratuit de la donation, et le second à celle du caractère actuel et irrévocable.

Section 1

DE LA GRATUITE

141. — La donation est un contrat de bienfaisance, le donateur s'appauvrit gratuitement, et procure un enrichissement gratuit au donataire.

Cet appauvrissement gratuit est plus ou moins étendu dans le cas des donations rémunératoires, onéreuses, mutuelles, des fondations ou même quelquefois n'existe pas, notamment dans le cas d'exécution d'une obligation naturelle.

Nous étudierons donc successivement l'exécution

des obligations naturelles, les donations rémunératoires, onéreuses, mutuelles, et enfin la fondation.

§ 1^{er}. — *DE L'EXECUTION*
DES OBLIGATIONS NATURELLES

142. — Nous venons de voir que la donation était un contrat de bienfaisance, il n'y aurait donc pas donation si le prétendu donateur acquittait une dette même naturelle ou morale.

L'obligation naturelle est une obligation reconnue par la loi, mais seulement au cas où le débiteur consent à l'exécuter.

Elle a une valeur juridique puisqu'elle peut servir de base à un paiement et que ce qui a été payé sciemment ne peut être répété (art. 1235 C. Civ.)

C'est par là que le devoir moral appelé « obligation naturelle » se distingue de tout ce qui est pure libéralité, celui qui l'acquitte se libère d'une dette, il fait un paiement. Au contraire, celui qui agit par charité ou par affection fait une donation.

Il en est ainsi de l'exécution des obligations morales telles que :

1° Le devoir pour les pères et mères de pourvoir à l'établissement de leurs enfants ;

2° Le devoir des proches parents, autres que ceux

indiqués par les art. 205 et 207 du C. Civ. de fournir des aliments à leurs parents dans le besoin (144).

La loi n'ayant pas déterminé les cas d'obligations naturelles les juges apprécient librement les cas qui se présentent. La Cour de Cassation admet même que les juges du fait ont un pouvoir souverain pour décider si une prestation ou une promesse à une cause suffisante pour faire d'elle une obligation naturelle, ou si son exécution constitue une libéralité (145).

143. — L'acte par lequel un frère admet un autre frère comme légataire universel du père commun, bien que ce frère frappé de mort civile ait été incapable de recevoir n'a pas le caractère de donation (146).

144. — La délivrance sans fraude d'un legs verbal ne donne pas ouverture au droit de donation. Il est dit dans un arrêt de la Cour de Cassation du 19 Déc. 1860 (147) :

« Attendu en droit que si le legs verbal est
« nul de plein droit, et d'une nullité telle qu'elle
« ne puisse être couverte, même par l'aveu du
« légataire universel, il ne saurait en être ainsi
« lorsque cet aveu est suivi de la délivrance

(144) Cass. 15 janv. 1873, S. 73-1-23, D. 73-1-180.

(145) Cass. 22 août 1826, D. 27-1-7.

(146) Cass. 3 août 1814, S. 1815-1-10.

(147) Cass. 19 déc. 1860, S. 61-1-370, D. 61-1-17.

« réelle du legs au légataire particulier, que
« cette délivrance constitue en effet un acte
« d'exécution contre lequel le légataire univer-
« sel qui l'a effectué n'est pas restituable. Qu'il
« en est nécessairement ainsi : lorsque comme
« dans l'espèce cette délivrance est exempte de
« fraude qui tiendrait à dissimuler, au préju-
« dice de la régie, un mode quelconque de dis-
« position directe du légataire universel au pro-
« fit d'un tiers, et lorsque le juge du fait affirme
« en outre qu'elle est exclusive de toute libéra-
« lité, qu'il est juste de reconnaître que dans ce
« cas, la délivrance n'est point attributive, mais
« simplement déclarative d'une transmission de
« propriété, puisqu'il est admis et constaté que
« cette transmission ne procède pas directement
« du légataire universel, qui opère la délivrance,
« et qu'au contraire elle remonte à la personne
« même du testateur dont ce légataire ne fait
« qu'exécuter les volontés ».

145. — Par contre, le droit de donation est dû lorsque le testateur se borne à formuler le vœu que ses héritiers emploient une certaine partie de la succession à des œuvres de bienfaisance (148).

(148) Cass. 6 juillet 1871, S. 71-1-63, D. 71-1-343.

146. — Il n'y a pas de donation lorsque les héritiers naturels déclarent renoncer à attaquer le testament du défunt malgré la nullité qui l'entache, et abandonner dès à présent leurs droits au légataire institué, ils ne font qu'exécuter une obligation naturelle (149).

147. — Si l'abandon des biens consenti par un homme à une femme qu'il a séduite est motivé par un désir de réparation, le droit proportionnel n'est pas exigible, il le deviendrait si cet abandon était motivé par des sentiments de libéralité (150).

148. — Le droit de donation n'est pas dû sur l'engagement pris par un père au profit de son enfant naturel, lorsque la justice a validé l'opération en la considérant comme un simple engagement à titre onéreux (151).

Le droit proportionnel de donation serait exigible si l'importance de la somme allouée écartait toute idée de réparation.

149. — L'obligation illicite n'ayant aucune valeur légale, ne peut être le principe même d'une obligation naturelle. C'est une libéralité sur laquelle le droit proportionnel est exigible. Il en est ainsi du versement

(149) Nantes, 19 août 1879, D. 80-5-172.

(150) Seine, 16 juillet 1921, R. E. 7682 .

(151) Angers, 1^{er} mai 1874, J. E. 19550.

fait en vue d'acquitter un supplément de prix dissimulé dans un acte de cession d'office (152).

§ 2^e. — *DES DONATIONS REMUNERATOIRES*

150. — La donation rémunératoire est celle qui est faite en récompense d'un service rendu.

Bien que ressemblant à l'acquittement d'une dette, elle garde sa nature de libéralité, sauf quand le service rémunéré est appréciable en argent, ou quand la remise des choses données est inspirée par le désir de se libérer d'une dette, et non par un simple sentiment de reconnaissance : ce qui est un point de fait souverainement apprécié par les juges du fond.

151. — Le droit de donation n'est pas exigible sur la récompense concédée à un domestique en vue de reconnaître des services spéciaux que les salaires ordinaires ne suffiraient pas à payer (153).

Mais ce droit serait dû si la récompense venait simplement se juxtaposer à des gages par eux-mêmes suffisants (154).

152. — L'engagement pris par une personne d'élever gratuitement jusqu'à sa majorité ou son établissement, un enfant de 8 ans, envers lequel le contrac-

(152) Cass. 9 janv. 1850, S. 50-1-380.

(153) Cass. 3 fév. 1846, S. 46-1-502, D. 46-1-159.

(154) Yvetot, 13 nov. 1863, J. E. 17756.

tant n'est tenu d'aucune dette alimentaire constitue une véritable donation sans considération des avantages que le travail de l'enfant fournira à celui qui l'élève (155).

Au contraire le droit de donation n'est pas dû lorsqu'il y a louage de service, dans le cas par exemple où un mandataire s'engage à faire les démarches nécessaires pour recouvrer une créance moyennant l'abandon du cinquième de la somme recouvrée (156)

153. — Le droit de donation est dû sur la donation faite en rémunération de menus services : lecture quotidienne des journaux, tenue de la correspondance, etc... rendus entre personnes de conditions égales et qui présentent un caractère amical (157).

§ 3°. — *DES DONATIONS ONEREUSES.*

154. — La donation onéreuse est celle qui est faite sous certaines charges que le donateur impose au donataire, soit dans son propre intérêt, soit dans celui d'un tiers.

L'adjonction des charges n'a pas pour effet de scinder le contrat en deux parties, l'une constituant une disposition à titre onéreux à concurrence des charges

(155) Neufchâtel, 1^{er} août 1883, R. P. 6362.

(156) D. M. F. 20 janvier 1808, J. E. 5972.

(157) St-Lô, 2. fév. 1923, R. E. 8153.

imposées, l'autre dégagée de toutes charges et opérant une véritable libéralité.

Cependant si les parties indiquent leur volonté de scinder la disposition, on devra envisager l'acte sous son double caractère, tant en droit civil qu'en droit fiscal.

Cette réserve faite, la donation avec charge est considérée à titre gratuit pour le tout.

« Attendu que les n^{os} 6 et 8 de l'article 69 de
« la loi du 22 frimaire an VII ne font aucune
« distinction entre les donations entre vifs à titre
« gratuit, et les donations entre vifs à titre oné-
« reux, et qu'aux termes de l'art. 15, il ne doit
« être fait aucune distraction des charges »(158)

155. — Cependant toutes les fois que les charges atteignent la valeur de l'objet donné, la disposition revêt les caractères d'un contrat commutatif, il n'y a plus de libéralité. C'est aux Tribunaux d'apprécier d'après les circonstances de fait et la commune intention des parties, si le caractère gratuit est maintenu, malgré les obligations imposées au donataire (159).

156. — Si la charge consiste en une rente viagère, le caractère de la donation n'est pas altéré quand la rente est inférieure ou égale au revenu des biens don-

(158) Cass. 28 janv. 1818, S. 18-1-252,

(159) Cass. 12 mai 1909, D. 10-1-291.

nés, en effet cette convention donne les mêmes résultats qu'une réserve d'usufruit (160).

Il peut encore y avoir donation, même si la rente viagère est supérieure au revenu, compte tenu de la valeur vénale des biens donnés, et du capital approximatif que peut représenter la rente d'après l'âge du crédientier (161).

157. — Le droit proportionnel de mutation à titre onéreux peut être exigible sur une donation avec charges éventuelles, mais qui malgré ce caractère sont l'équivalent de la chose transmise.

Par exemple une sœur remet 1.100 fr. à son frère sous la condition que si elle lui survit, elle aura droit à une rente viagère de 200 fr. et à un logement (162).

158. — Le droit proportionnel de mutation à titre onéreux pourra être rendu exigible dans certains cas de constitution de dot par le survivant des père et mère.

Lorsque cette constitution est faite pour biens paternels et maternels sans spécifier les portions, la dot se prendra d'abord sur les droits du futur époux dans les biens du conjoint précédé, et le surplus sur les biens du constituant.

(160) Cass. 9 août 1848, S. 48-1-635, D. 48-1-224.

(161) Cass. 21 juin 1847, S. 47-1-621.

(162) Grasse, 18 juillet 1864, R. P. 1963.

Il faut alors distinguer suivant que l'enfant doté renonce ou non à demander compte de la succession de l'ascendant prédécédé.

1° l'enfant doté ne renonçant pas à demander compte, il n'y a pas de libéralité si la dot entière est prise sur la part de l'enfant dans la succession (163).

Si au contraire les biens du prédécédé sont insuffisants pour le paiement intégral de la dot, le constituant est tenu de fournir le supplément. En conséquence, il y a libéralité faite au futur du montant de ce supplément, et par suite exigibilité du droit de donation sur cette portion. C'est aux parties à justifier de la provenance des biens, et l'évaluation de la part du futur époux dans la succession du prédécédé, se fait en considérant son émolument net.

2° L'enfant doté renonce à demander compte.

Si cette renonciation est pure et simple, on doit admettre que le futur ne renonce « que pour le moment » à demander compte et partage, et cette renonciation n'a aucune influence sur l'exigibilité du droit d'enregistrement.

Au contraire, si la renonciation est translatrice, elle constitue un abandon de droits successifs, le droit proportionnel de mutation à titre onéreux sera dû

(163) Inst. 1333 § 1.

sur le montant de la constitution de dot, à la place du droit de mutation à titre gratuit (165).

159. — Les charges inhérentes de droit à l'objet transmis qui, en vertu de sa nature même, doivent le suivre nécessairement en quelque main qu'il passe, n'ont aucune influence sur la qualification du contrat ; il en est ainsi des redevances emphytéotiques (166).

160. — De même le caractère de libéralité n'est pas altéré lorsque la donation est faite à un établissement charitable avec charge de remplir certaines prestations qui rentrent dans la mission pour laquelle il a été constitué (167).

161. — Le caractère du contrat varie avec l'importance des charges imposées ; nous examinerons les donations avec charges inférieures, égales et charges supérieures à la valeur de l'objet et enfin, le cas de la dot religieuse.

A) *Charges inférieures à la valeur de l'objet donné.*

162. — Lorsque les charges sont inférieures à la valeur de l'objet donné, la convention constitue une donation pour le tout. Le droit de donation est exigible sur la totalité des objets donnés, même lorsque les charges ne sont inférieures à la valeur de l'objet donné que d'une très faible somme.

(165) Inst. 1333 § 2, n° 2.

(166) Cass. 20 Déc. 1837, S. 38-1-168.

(167) Cass. 20 mars 1905, R. E. 3823.

Il n'en serait autrement, comme nous l'avons fait remarquer sous le n° 154, que si les parties ont elles-mêmes scindé leurs conventions.

163. — Ainsi le droit de donation n'est pas dû sur la totalité des biens, dans le cas d'une donation faite par un père à ses trois enfants, dont deux sont ses créanciers, lorsqu'il est fait 5 lots, deux destinés à être prélevés par les enfants créanciers en paiement de leur créance, et les trois autres devant être tirés au sort.

En effet la disposition du contrat relative aux attributions à titre de prélèvement ne constitue pas une condition de la donation, mais une dation en paiement, le droit de donation est exigible sur le surplus. (168).

164. — Deux arrêts de la Cour de Cassation, des 26 Août 1868 et 4 Mai 1869 (169) reconnaissent que les donations faites à des successibles, à condition de payer une certaine somme d'argent au donateur ou pour son compte à des tiers, et de rapporter à sa succession le surplus du bien donné, renferment deux dispositions distinctes et indépendantes, présentant le caractère, l'une d'une donation, l'autre d'une vente

(168) Cass. 11 déc. 1838, S. 38-1-955, Inst. 1590 § 7.

(169) Cass. 26 août 1868, S. 69-1-40, D. 69-1-17 ; Cass. 4 mai 1869, S. 69-1-431, D. 69-1-506.

assujettie. chacune au droit particulier que sa nature comporte.

Il est dit notamment dans l'arrêt de 1868 :

« Attendu qu'il résulte évidemment de l'en-
« semble de cette disposition que la propriété
« du domaine du Petit Mézian (donnée avec obli-
« gation de rapport pour les 2/3, soit une valeur
« de 40.000 fr. et à la condition du paiement
« du surplus, soit d'une somme de 20.000 fr.)
« advient à Porcher fils à 2 titres différents :
« à titre de donation pour les 2/3, à titre de
« vente pour le surplus, que cette distinction
« résulte encore plus clairement des effets lé-
« gaux que les parties elles-mêmes attachent à
« leur contrat.

« Ainsi elles stipulent que Porcher fils devra
« rapporter à la succession de ses père et mère,
« la somme de 40.000 fr., représentant la valeur
« des 2/3 de domaine parce qu'il les a reçus par
« donation d'hoirie, au contraire pour le tiers
« restant, on ne le grève d'aucun rapport, parce
« que ce tiers dont il doit payer le prix, lui ap-
« partiendra d'une manière incommutable... ».

165. — La stipulation de rapport constituera dans bien des cas, un indice précieux mais cette circonstance n'est pas toujours un critérium infaillible attendu que le rapport ne se limite pas exclusivement

aux objets donnés et qu'il est dû également pour les avances faites.

Il est donc nécessaire d'examiner avec soin les autres clauses de l'acte, de voir notamment si la disposition reste soumise dans son ensemble à toutes les éventualités qui peuvent atteindre les donations (révocation par ingratitude, réduction, retour légal de l'ascendant).

Il est utile de voir également si le déposant pourrait exercer l'action en garantie ou l'action en résolution appartenant au vendeur dans des conditions déterminées.

166. — On trouve encore un autre exemple de décomposition du contrat dans la constitution en dot d'un immeuble, faite à la future épouse par son père, avec dispense pour lui de rendre compte à la donataire des sommes et valeurs revenant à celle-ci dans la succession maternelle, et obligation pour la future épouse de ne rapporter à la succession du donateur que l'excédent de l'immeuble donné sur le montant des droits dont elle se désiste.

Une telle convention est une donation jusqu'à concurrence de la somme sujette à rapport et une dation en paiement pour le surplus (170).

(170) Nantes, 9 février 1892, R. P. 7810.

B) *Charges égales à la valeur de l'objet donné.*

167 — Lorsque les charges sont égales à la valeur de l'objet donné, le caractère de libéralité n'existe plus et il y a vente. La donation est faite, par exemple à charge par le donataire de remettre et de payer au donateur ou pour son compte, une somme d'argent représentant la valeur vénale exacte d'un immeuble abandonné.

Ce caractère onéreux du contrat a cependant été contesté, notamment par M. Demante (171).

« L'acte reste donation, quelle que soit l'élévation des charges, tant que la considération de la personne avec qui l'on contracte demeure la cause principale de l'opération.

« Par exemple un père donne à son fils un bien de famille sous des charges égalant, dépassant même la valeur vénale du fonds transmis ; l'acte peut subsister comme donation à cause de l'intérêt moral qu'ont les deux parties à contracter l'une avec l'autre ».

168 .— Le caractère onéreux du contrat a été reconnu dans le cas d'une donation faite moyennant une rente perpétuelle, dont le donataire pouvait se libérer

(171) Demante, n° 595.

en payant au donateur une somme égale à la valeur des biens transmis (172).

169. — De même le droit de vente a été reconnu exigible lorsqu'une personne donne des terrains à une autre, qui s'oblige à y édifier des constructions, si dans l'intention commune des parties, ces obligations réciproques sont considérées comme l'équivalent l'une de l'autre (173).

170. — Les donations faites a charge de remise de dettes présentent des caractères différents suivant la qualité du débiteur bénéficiaire.

Si la dette remise est une dette du donateur l'opération juridique est une dation en paiement.

Si cette dette est celle d'un tiers, le contrat est commutatif entre le donateur et le donataire, et il y a une libéralité du donateur au tiers.

Enfin, s'il y a remise par un tiers de sa créance sur le donateur, il y a bien libéralité entre le donateur et le donataire.

171. — Le droit de vente ne saurait être exigé dans le cas d'une donation à titre de partage anticipé, faite à charge par les donataires d'acquitter à la décharge des donateurs, les dettes grevant les biens donnés, pour une somme sensiblement égale à la valeur de ces biens.

(172) Beaupréau, 30 mai 1849, J. E. 14777-2.

(173) Cass. 7 mars 1888, S. 90-1-181, D. 88-1-268.

En effet une démission de biens a pour effet d'investir les donataires de l'entier patrimoine des donateurs, et par suite de les soumettre de plein droit à l'obligation d'acquitter le tarif pouvant grever ce patrimoine (174).

172. — Lorsque l'acte qualifié donation par les parties est tarifé comme vente, doit-on appliquer un droit distinct aux meubles et aux immeubles, ou bien appliquer l'article 9 de la loi de frimaire qui stipule que le droit est perçu au taux réglé pour les immeubles à moins qu'il ne soit stipulé un prix particulier pour les objets mobiliers ?

Il semble préférable de décider que le droit proportionnel de vente doit frapper les meubles et les immeubles au prorata de leur importance respective, car les donations onéreuses ne contiennent pas d'estimations distinctes des meubles et des immeubles (175).

C) Charges supérieures à la valeur de l'objet donné.

173. — Dans le cas où les charges sont supérieures à la valeur de l'objet donné, il peut y avoir, soit un contrat à titre onéreux, soit donation, mais alors la donation s'effectue du prétendu donataire au prétendu donateur.

(174) Mortain, 5 mars 1890, R. P. 7459.

(175) T. A. V^o Donat, n^{os} 456 et 469 ; Jur. Cl. Enr., V^o Donat, n^o 130.

La Cour de Cassation a par exemple décidé par un arrêt du 13 décembre 1853 (176) qu'il y avait dans une donation consentie par une veuve à ses enfants de la nue propriété d'immeuble d'un revenu de 2.000 frs, à charge d'abandon en sa faveur de l'usufruit des biens du mari, produisant un revenu de 26.000 frs, non pas donation de la veuve à ses enfants, mais bien des enfants à leur mère.

D) *Dot religieuse.*

174. — L'acte d'agrégation à une congrégation légalement reconnue est un contrat commutatif par lequel l'établissement s'engage à fournir au nouveau membre tout ce qui est nécessaire à son existence pendant sa vie, moyennant l'abandon de certains biens qui deviennent la propriété de la congrégation. Il est alors perçu le droit de bail à nourriture.

Si la dot est fournie par un tiers en présence de la religieuse, le droit d'obligation ou celui de donation est dû indépendamment du droit de bail à vie, selon que le tiers ne fait que l'avance de la dot ou la fournit à titre de libéralité (177).

175. — Il y aurait donation avec charges, si la dot religieuse était notablement supérieure à la valeur de

(176) Cass. 13 déc. 1853, S. 54-1-48, D. 54-1-109.

(177) Délib. 24 juillet, 4 août 1827, J. E. 8778.

l'entretien et de la nourriture du congréganiste pendant toute sa vie.

M. Naquet pense que ce droit ne serait dû que sur la partie excédant la valeur de la nourriture et de l'entretien du congréganiste (178). Il nous semble plus juridique de soutenir avec M. Wahl (179) que le droit proportionnel doit être perçu sur le tout.

176. — Enfin quand les parents d'une jeune fille qui a déjà apporté le montant de sa dot réglementaire, abandonnent à la communauté une somme de 12.00 frs. pour les frais de nourriture, de logement et d'entretien de leur enfant, cette seconde disposition constitue une libéralité déguisée passible du droit de mutation à titre gratuit, puisque le paiement de la dot à dès l'origine désintéressé la congrégation (180).

§ 4^e. — *DES DONATIONS MUTUELLES*

177. — Deux personnes peuvent se faire réciproquement une libéralité, l'acte ne perd pas pour cela son caractère gratuit ; toutefois si leur intention avait été d'établir une corrélation directe entre les 2 transmissions il y aurait alors un véritable échange.

(178) Naquet, t. III, n° 1046.

(179) Wahl. Régime Fiscal des sociétés I n° 75.

(180) Bar-sur-Seine, 2 août 1859, J. E. 17027.

Cette distinction de la donation mutuelle et de l'échange est assez difficile à faire, il faut rechercher l'intention des parties, examiner la forme et la nature des actes, leur qualification, l'importance relative des objets réciproquement abandonnés ; c'est avant tout une question de fait.

178. — D'après le principe que de 2 dispositions corrélatives, c'est la disposition principale qui doit être tarifée, le droit de donation est perçu sur une seule des choses données, et dans le cas où les libéralités sont inégales, sur la plus importante des valeurs transmises. Pour que le droit soit exigible, il faut bien entendu que les 2 donations soient faites dans le même acte.

Si l'une des deux donations est actuelle, tandis que l'autre est éventuelle, la première devra être immédiatement assujettie à l'impôt, sauf répétition d'un supplément de droit à l'événement, si la seconde une fois réalisée était la plus importante et constituait ainsi la disposition principale.

179. — Remarquons que la donation mutuelle diffère sensiblement de la donation onéreuse. Dans celle-ci le donateur prescrit une obligation de laquelle il attend pour lui un véritable intérêt ; tandis que dans celle-là, il n'exige rien du donataire, et s'il devient donataire à son tour c'est par une donation nouvelle qui n'est pas une charge de la donation.

§ 5^e. — *DES FONDATIONS*

180. — La fondation est l'affectation perpétuelle de biens à un service déterminé par le disposant.

C'est tantôt une libéralité, tantôt un contrat à titre onéreux.

Sont des libéralités, les fondations qui ne stipulent aucune compensation matérielle ou morale au profit du disposant ; au contraire lorsque l'auteur de la fondation trouve dans la convention des avantages équivalents à ceux qu'il procure, le contrat est à titre onéreux.

Un avantage purement moral suffit, par exemple l'avantage moral retiré de la participation à une souscription volontaire pour la reconstruction d'une église (181).

181. — L'appréciation du caractère du contrat est donc avant tout une question de fait.

Les fondations de lit dans les hospices constituent en principe de véritables donations (182). Cependant la Cour de Cassation a décidé qu'on devait considérer comme une convention à titre onéreux, l'acte par lequel une personne remet à un hospice communal, une somme dont les arrérages correspondent aux frais

(181) Cass. 7 avril 1829, D. 29-1-211.

(182) Louviers, 12 décembre 1902, J. E. 26677.

d'établissement d'un nouveau lit destiné à une personne étrangère à la circonscription de l'hospice, car la destination légale d'un hospice communal étant restreinte aux habitants de la commune, les ressources de l'hospice ne se trouvent pas augmentées par le fait de la fondation d'un lit au profit d'un habitant d'une autre commune (183).

182. — Est au contraire une véritable libéralité, la donation à un hospice d'une somme de 24.000 frs. à charge de servir une rente viagère de 1.200 frs, les fonds affectés à la fondation excédant en importance les charges imposées (184).

183. — Les actes portant fondation de services religieux sont passibles du droit de 1,50 % comme louage d'industrie, lorsque le capital ou la rente à verser à l'établissement public correspond sensiblement à l'importance des services que celui-ci prend à sa charge (185).

Section 2

DE L'EFFET ACTUEL ET IRREVOCABLE.

184. — Un des caractères essentiels de la donation est d'être irrévocable, l'article 894 C. Civ. emploie 2 adverbes (actuellement et irrévocablement) pour

(183) Cass. 28 oct. 1895, S. 97-1-289, D. 98-1-497.

(184) Cass. 21 mai 1860, S. 60-1-572, D. 60-1-312.

(185) Sol., 11 juin 1902, Inst. 3095 § 2.

exprimer cette idée. Le mot actuellement est mis là simplement pour renforcer l'idée, en effet, on n'exige pas que le dessaisissement du donateur soit immédiat, ce que la loi veut dire c'est que l'acte doit être conclu d'une manière définitive, sans quoi il n'y aurait pas de donation (186).

La simple promesse de donation n'entraînant pas mutation ne donne ouverture qu'à un droit fixe.

Lors de la réalisation de la promesse, le droit proportionnel est perçu sur l'acte qui constate cette réalisation, d'après la valeur des biens et le tarif en vigueur à la date de ce second acte.

Cependant si les parties stipulent des dommages-intérêts, en cas d'inexécution de la promesse, on doit reconnaître qu'elle est obligatoire *ab initio*, et par conséquent il semble que le droit proportionnel soit exigible immédiatement, pourvu que la promesse soit pure et simple et renferme le consentement de toutes les parties.

Nous examinerons successivement dans cette section les conventions prohibées par la loi comme contraires au principe de l'irrévocabilité, les conventions permises, et enfin les exceptions au principe de l'irrévocabilité de la donation entre vifs.

(186) Planiol, t. III, n° 2508.

§ 1^{er}. — *DES CONVENTIONS PROHIBÉES*
PAR LA LOI

185. — Les conventions prohibées actuellement comme contraires à l'irrévocabilité de la donation sont au nombre de 4 prévues l'une après l'autre dans les 4 articles 943 à 946 C. Civ. Savoir :

- 1) La donation de biens à venir.
- 2) La donation sous condition potestative.
- 3) La charge de payer les dettes futures du donateur.
- 4) La réserve du droit de disposer des choses données.

A) *Prohibition des donations de biens à venir.*

186. — L'art. 943 C. Civ. stipule que la « donation entre vifs ne pourra comprendre que les biens présents du donateur, si elle comprend des biens à venir elle sera nulle à cet égard ».

Ce que la loi a voulu prohiber, c'est la donation des biens que le donateur laissera à son décès. Beaucoup de ces donations ont pour objet une somme payable après le décès du donateur.

On emploie pour ce faire, 2 formules qui ne sont pas équivalentes, dont la validité a été contestée. La jurisprudence s'est prononcée dans le sens de la validité, s'il est reconnu que le donateur a voulu consti-

tuer contre lui une créance actuelle et irrévocable dont l'exigibilité seule était différée (187).

Remarquons d'ailleurs que la nullité de la donation ne fait pas obstacle à la perception du droit d'enregistrement (188).

187. — 1° La somme est déclarée « payable sur les biens de la succession » ou « sur les plus clairs deniers que le donateur laissera ». Une telle clause ne confère au donataire qu'un simple droit éventuel sur une succession future.

« La donation d'une somme à prendre sur la
« succession du donateur et ne produisant pas
« d'intérêts payables avant l'ouverture de cette
« succession est réputée à cause de mort, en quel-
« que forme qu'elle soit consentie et acceptée, et
« ne donne pas lieu à la perception actuelle du
« droit proportionnel, lors même que le dona-
« teur stipulerait dès aujourd'hui, une hypothèque
« que sur ses biens présents.

« Mais si le donateur d'une somme d'argent à
« prendre sur sa succession, s'oblige à en payer
« les intérêts pendant sa vie, cette stipulation de
« jouissance a un effet actuel et non subordonné
« à l'événement du décès ; et le droit proportion-

(187) Cass. 18 nov. 1861, S. 62-1-33, D. 61-1-465.

(188) V. Supra, n° 71.

« nel doit être perçu à raison de la jouissance
« (189) ».

188. — 2° La somme est déclarée « payable après le décès du donateur ». Alors la donation a pour effet de créer d'une manière ferme un droit de créance ordinaire, dont l'exigibilité seule est retardée jusqu'au décès du débiteur.

Une pareille donation « est réputée entre vifs
« et à ce titre donne ouverture à la perception du
« droit proportionnel, si le donateur se dessaisit
« actuellement de la propriété de cette somme, et
« lors même qu'il s'en réserverait l'usufruit, ou
« que le capital ne produirait point d'intérêts
« jusqu'au décès, lors même aussi qu'il stipule-
« rait le droit de retour en cas de prédécès du
« donataire, et qu'il n'accorderait ni hypothèque,
« ni garantie pour assurer le paiement » (190).

189. — Lorsque l'intention du donateur de faire une véritable libéralité entre vifs et irrévocable ressort nettement des termes de l'acte, le droit proportionnel est toujours dû (191).

Ainsi le droit proportionnel a été reconnu exigible

(189) Inst. 1132 § 6.

(190) Inst. 1132 § 6.

(191) Sol. 27 mai 1878, 16 juin 1892, R. E. 199.

sur une donation qualifiée d'entre vifs et irrévocable sous réserve d'usufruit et avec clause de retour (192).

190. — Il pourrait se faire que la donation fût éventuelle pour partie, et pour partie actuelle, on percevrait alors le droit fixe sur les sommes données éventuellement et le droit proportionnel sur celles qui ont fait l'objet d'une donation actuelle (193).

191. — Il n'y a pas de règles précises pour apprécier le caractère actuel ou éventuel de la donation, cependant on peut observer que :

1) La qualification donnée par les parties est un indice pour apprécier la nature de la convention, bien que la nature d'un acte se détermine plutôt par sa substance et son objet.

2) La condition de survie caractérise généralement la donation éventuelle et s'oppose à la perception immédiate du droit proportionnel (194).

3) La clause de retour implique le dessaisissement immédiat.

4) L'affectation hypothécaire est un indice de dessaisissement actuel du donateur, toutefois elle ne constitue qu'une simple présomption incapable de prévaloir contre les effets suspensifs d'une condition de survie du donataire.

(192) Cass. 28 février 1865, S. 65-1-124, D. 65-1-221.

(193) Naquet II, n° 838.

(194) Cass. 23 juillet 1866, S. 66-1-408, D. 66-1-327.

5) La réserve d'usufruit est une autre présomption en faveur de l'actualité de la donation, on ne pourrait concevoir pendant la vie du donateur, un droit qui ne prendrait naissance qu'à son décès.

B) *Donation sous condition potestative.*

192. — Aux termes de l'article 944 du C. Civ. les donations entre vifs faites sous des conditions dont l'exécution dépend de la seule volonté du donateur sont nulles.

Cette nullité n'empêche pas la perception du droit proportionnel attendu que l'administration n'est pas juge des nullités des actes présentés à la formalité.

Cette perception doit être immédiate, il en a ainsi été décidé à plusieurs reprises par l'administration (195) : On pourrait ajouter les raisons suivantes :

« Si le débiteur dit qu'il paiera quand il vou-
« dra, on pourrait croire que le tout est potestatif
« de sa part. Ce serait annuler l'obligation, or on
« doit supposer que les parties ont entendu trai-
« ter sérieusement. Il est certain que le débiteur
« même, ne pourra pas être contraint à payer,
« car il s'est réservé la faculté de payer à sa vo-
« lonté. Mais ses héritiers ne pourront pas oppo-

(195) Sol. 7 avril 1880, 25 août 1884, R. P. 6359.

« ser cette exception ; elle est personnelle de son
« essence, sinon il en résulterait que la dette ne
« pourrait jamais être exigée, ce qui reviendrait
« à dire qu'il n'y a point de dettes. Or, l'existence
« de la dette est certaine, il n'y a que l'époque
« de l'exigibilité qui soit incertaine » (195 bis).

Une pareille clause ne fait donc que retarder l'exécution de la libéralité au jour du décès du promettant, et le droit proportionnel est exigible immédiatement.

C) *Donation avec obligation*

de payer les dettes futures du donateur

193. — Aux termes de l'art. 945, C. Civ., la donation est nulle si elle a été faite sous la condition d'acquitter d'autres dettes ou charges que celles qui existaient à l'époque de la donation, ou qui seraient exprimées soit dans l'acte de donation, soit dans l'état devrait y être annexé.

Nous avons vu (196) que la nullité des actes n'a aucune influence sur la perception du droit d'enregistrement ; le droit proportionnel de donation devrait donc être perçu immédiatement sur une donation faite à charge de payer les dettes futures du donateur (197)

(195 bis) Laurent T. XVII, n° 176.

(196) V. Supra, n° 71.

(197) V. en sens contraire Cass. 14 juil. 1807, S. 07-1-374, 13 avril 1815, J. E. 5102. Délib. 3 août 1822, J. E. 7273.

Lorsque les dettes futures sont déterminées, la donation est en droit civil, valable à concurrence de l'excédent des valeurs transmises sur le chiffre des dettes, mais elle est en droit fiscal soumise à l'impôt pour le tout comme libéralité avec charges.

D) Donation avec réserve du droit de disposer.

193. — Si le donateur s'est réservé le droit de disposer de la totalité des choses données, la donation est nulle pour le tout. Si au contraire la réserve porte seulement sur une certaine somme ou certains objets, la donation n'est nulle que jusqu'à concurrence de la somme convenue ou pour les objets désignés, elle est valable pour le surplus (art. 946 C. Civ.)

La nullité est toujours encourrue, même si le donateur meurt sans avoir usé du droit qu'il s'était réservé, les biens ainsi enlevés au donataire font retour aux héritiers ab intestat du donateur, nonobstant toutes stipulations contraires.

La transmission de propriété n'existant pas, le droit proportionnel de donation n'est pas dû sur les biens réservés. Il en est ainsi dans une espèce ou après avoir fait donation par contrat de mariage à la future épouse, de l'universalité de ses biens présents et à venir, sous réserve d'usufruit, la donatrice s'était réservée

la faculté de disposer sur ces biens d'une somme de 60.000 fr. (198)

§ 2^e. — *DES CONVENTIONS COMPATIBLES
AVEC LE PRINCIPE DE L'IRREVOCABILITE
DES DONATIONS*

A) De la réserve d'usufruit

194. — Le donateur peut valablement se réserver l'usufruit des biens donnés (art. 949 C. Civ.) et le droit proportionnel ne sera perçu que sur la valeur de la nue propriété eu égard à l'âge de l'usufruitier. Mais qu'advient-il, lorsque le donateur compense au moyen d'une rente, l'usufruit qu'il s'est réservé ? La régie voit dans cette disposition une nouvelle libéralité pour les motifs suivants :

« L'attribution d'une rente à un donataire
« pour lui tenir lieu de jouissance d'un immeu-
« ble donné, se présente avec deux modalités
« bien distinctes.

« Si le donateur se réserve l'usufruit du bien
« donné et attribue au donataire de la nue pro-
« priété une rente viagère, nul doute qu'il n'y
« ait là deux dispositions indépendantes. Le do-
« nataire ne peut en effet fonder sur la réserve

(198) Cass. 28 janvier 1819, J. E. 6410.

« d'usufruit aucune prétention pour exiger du
« disposant un dédommagement quelconque ».

« La concession qui lui est faite des valeurs
« destinées à tenir lieu de la jouissance n'émane
« donc que de la volonté seule du donateur, de
« son animus donandi ; elle constitue une véri-
« table libéralité (199) ».

195. — Dans une espèce où la jouissance avait été expressément donnée au donataire, à compter du jour du mariage il a été jugé (200) que le donateur ne pouvait rentrer dans la jouissance dont il s'était déssaisi, que par suite d'une nouvelle convention distincte de la libéralité et sujette dès lors à un droit particulier.

B) *Du terme*

196. — Le terme est un évènement futur et de *réalisation certaine* qui suspend soit l'exigibilité, soit l'extinction d'un droit et qui produit son effet sans rétroactivité.

La réalisation étant certaine, le droit proportionnel est immédiatement exigible.

C) *De la condition*

197. — La condition est un évènement futur et de *réalisation incertaine*, qui suspend soit la naissance,

(199) Sol. 14 nov. 1882, R. P. 2057.

(200) Chalons-s-Saône, 27 avril 1877, R. P. 4767.

soit la résolution d'un droit et qui produit son effet rétroactif.

On peut réserver dans une donation des conditions suspensives ou résolutoires.

I. — DE LA CONDITION SUSPENSIVE

198. — La condition suspensive empêche la naissance du droit, il n'y a pas de transmission et seul le droit fixe de fr. 22,50 est exigible.

Si la condition ne se réalise pas, la convention se trouve anéantie. Si au contraire, la condition se réalise, le droit proportionnel devient immédiatement exigible avec effet rétroactif au jour de la donation.

1° Le droit est donc dû sur l'acte primitif qui devient ainsi le titre de la perception sans qu'il soit nécessaire de rédiger un nouvel acte (201).

2° Le tarif applicable et la valeur des biens sont déterminés au jour de la transmission.

Pour discerner le véritable caractère de la disposition, il faut recourir à l'appréciation des circonstances et de l'intention présumée des parties.

Par exemple : la donation subordonnée à l'établissement du donataire par mariage est soumise à une condition suspensive (202).

(201) Champ. et Rig. n° 696.

(202) Cass. 14 déc. 1840, S. 41-1-53.

Il en est de même lorsqu'une veuve renonce à demander à l'un des héritiers le paiement de sa part contributive dans une rente viagère au cas où elle accepterait le legs qui lui en a été fait par son conjoint. (203).

199. — Si la donation était réalisée par un acte constatant le paiement de la somme promise, le droit de quittance serait exigible sur cet acte indépendamment du droit de donation dû sur l'acte primitif (204)

II. — DE LA CONDITION RÉSOLUTOIRE.

200. — La condition résolutoire n'empêchant pas la transmission actuelle de la propriété, ne saurait suspendre l'exigibilité immédiate du droit proportionnel.

Mais quand elle se réalise, le droit proportionnel qui a été régulièrement perçu n'est pas restituable (art. 238, al 1, C. E.)

201. — L'insertion d'une clause de retour en cas de prédécès du donataire soumet la donation à l'effet d'une condition résolutoire.

202. — La clause portant qu'une donation « sera consacrée par le fait suspensif de la non-existence d'enfants au décès du donateur » présente les carac-

(203) Tours 4 juin 1864, R. P. 1974.

(204) Orléans, 17 fév. 1886, J. E. 22-622.

tères de la condition résolutoire attachés par la loi au cas de survenance d'enfants, quoiqu'il ait été déclaré dans l'acte que cette clause était suspensive (205).

203. — Il y a condition résolutoire lorsque le donateur conserve la faculté de reprendre le bien donné en en payant la valeur (206).

204. — Lorsqu'un immeuble est donné a primus sous condition résolutoire, et a secundus sous condition suspensive corrélatrice à la première, il n'est dû qu'un seul droit lors de la réalisation de la condition, car il ne s'opère qu'une seule mutation (207). S'il y a lieu, il sera dû un supplément de droit compte tenu du degré de parenté du donateur et du second donataire.

D) *Des donations alternatives et facultatives.*

205. — La donation alternative est celle par laquelle le donateur promet deux choses différentes mais de façon à être libéré par la délivrance d'une seule (art. 1189 C. Civ.) Le choix appartient en principe au donateur sauf convention contraire (art. 1190 C. Civ.)

Les deux choses promises sont l'une et l'autre *in obligatione*, chacune étant due sous la condition qu'elle

(205) Hazebrouck, 15 avril 1848, D. 49-3-80.

(206) Lyon, 13 août 1845, J. E. 13807.

(207) Sol. 7 déc. 1887, T. A. V° Donat, n° 157.

sera choisie. Le choix une fois fait opère un effet rétroactif au jour de la convention, la donation est censée n'avoir eu d'autre objet que l'objet choisi, dont le donataire sera réputé avoir été propriétaire dès l'origine, et d'autre part au point de vue fiscal, le droit proportionnel est immédiatement exigible, d'après la législation en vigueur au jour de la donation.

206. — La donation facultative est celle qui a pour objet une prestation déterminée, mais avec la faculté pour le débiteur d'en délivrer une autre à sa place.

I. — DES DONATIONS ALTERNATIVES

207. — Le droit proportionnel est immédiatement exigible.

Le droit doit être perçu de la manière la plus avantageuse aux parties, c'est-à-dire sur la valeur de la chose dont la transmission donne ouverture au droit le moins élevé, sauf répétition d'un supplément de droit, le cas échéant sur l'acte de délivrance de l'objet pour lequel le donateur a opté (208).

Cette solution importante au temps où les tarifs étaient différents pour les meubles et les immeubles s'applique particulièrement au cas d'une donation alternative d'une rente viagère ou d'un capital. Si le

(208) Cass. 15 juin 1808, S. 08-1-416.

capital prévu dans le contrat est supérieur à la valeur imposable de la rente, la délivrance ultérieure du capital rend exigible un droit de donation complémentaire (209).

208. — Mais s'il résulte des termes du contrat ou des circonstances, que l'intention du donateur a été de gratifier le donataire d'une rente viagère en se réservant simplement la faculté de racheter cette rente au moyen de l'abandon d'un capital déterminé, il n'y a pas de donation alternative, mais la délivrance ultérieure du capital constitue un *rachat de rente* visé par l'art. 16 de la loi du 18 Avril 1918 (art. 47, n° 9, al. 2, C. E.) ainsi conçu :

« Lorsque l'amortissement ou le rachat d'une
« rente ou pension constituée à titre gratuit est
« effectué moyennant l'abandon d'un capital su-
« périeur à celui formé de 20 fois la rente per-
« pétuelle et de 10 fois la rente viagère ou la
« pension, un supplément de droit de donation
« est exigible sur la différence entre ce capital
« et la valeur imposée lors de la constitution... »

Ce supplément doit être perçu au même tarif que le droit perçu sur la constitution de rente, sauf si l'amortissement ou le rachat n'a pas été prévu dans le contrat primitif.

(209) Sol. 20 janv. 1868, J. E. 18.457-1.

II. — DES DONATIONS FACULTATIVES

209. — Le droit de donation est dû sur l'objet unique qui forme la matière du contrat.

Si le donateur usant de la faculté qu'il s'est réservé dans l'acte de donation délivre la chose qui était simplement in facultate, il y a lieu de procéder à une nouvelle liquidation, et le cas échéant un droit complémentaire peut être exigible (210).

210. — Mais il faut que l'abandon soit prévu dans l'acte de donation, autrement la délivrance constituerait une dation en paiement passible du droit de vente sans imputation du droit de donation déjà perçu (211).

Cependant il a été jugé (212) que lorsqu'une personne fait donation par contrat de mariage d'une somme déterminée « à prendre sur les plus clairs et apparents biens qu'elle laissera à son décès », cela implique l'intention de faire un avantage à concurrence d'une valeur fixée et non pas une libéralité portant spécialement sur une somme d'argent.

Par suite, la convention par laquelle au décès du donateur, son héritier abandonne au donataire, pour le remplir de ses droits, des immeubles de la succes-

(210) Inst. 1173 § 3.

(211) Auxerre, 26 mai 1849, J. E. 14.777-1.

(212) Poitiers, 19 janvier 1903, J. E. 26520.

sion, ne constitue pas une dation en paiement, mais un simple consentement sur lequel le droit fixe est seul exigible.

211. — Si l'objet de la donation est une somme payable à terme, et s'il est postérieurement abandonné au donataire pour lui tenir lieu de la somme donnée, un immeuble d'une valeur de beaucoup supérieure, il n'y a pas dation en paiement, mais une seconde donation avec charges (213) et par suite, le droit de mutation est dû, sans imputation de celui déjà perçu.

212. — Un nouveau droit est dû lorsque la donation subordonne l'exercice de la substitution des biens, à l'acceptation du donataire, car dans ce cas, il y a un nouveau consentement des parties et un nouveau contrat (214).

213. — D'autre part, si la donation alternative ou facultative a été entièrement exécutée par la délivrance de l'un des objets dont le donataire a acquis irrévocablement la propriété, et que le donateur le reprenne pour en délivrer un autre à sa place, il y a résolution passible du droit proportionnel de vente (215).

(213) Cass. 2 avril 1828, D. 28-1-201.

(214) Chaumont, 31 déc. 1856, J. E. 16438.

(215) Lyon, 13 août 1845, J. E. 13.807.

214. — Mais l'acte portant donation d'une somme d'argent, et en même temps remise d'un immeuble en paiement de cette somme ne donne pas ouverture au droit de vente indépendamment du droit de donation. En effet, dans l'intention des parties, la disposition ne constitue qu'une donation d'immeuble puisque la donation de somme et l'abandon de l'immeuble sont simultanés (216).

§ 3^e. — *DES EXCEPTIONS AU PRINCIPE
DE L'IRREVOCABILITE DES DONATIONS*

215. — A l'exception des donations ordinaires, les donations entre époux faites pendant le mariage sont toujours révocables (art. 1096 C. Civ.) Mais cette condition de révocabilité n'influe pas sur le caractère entre vifs de la donation, il y a dessaisissement immédiat de l'époux donateur et transmission à l'époux donataire de la propriété des choses données. C'est ce qu'a décidé la Cour de Cassation par un arrêt du 31 Août 1853 (217) aux termes duquel, à l'égard de ces donations « la faculté de révocation ne constitue pas une condition suspensive, mais une *condition résolutoire* qui n'empêche pas que la mutation soit

(216) Inst. 1.755 § 4.

(217) Cass. 31 août 1853, S. 63-1-765, D. 53-1-288.

opérée du même jour de la donation » d'où il résulte que le droit proportionnel est dû de ce jour.

La révocation n'étant que la réalisation d'une condition résolutoire, rétroagit au jour de la donation et n'entraîne donc aucune mutation ni à titre gratuit, ni à titre onéreux ; elle n'est soumise qu'à un droit fixe de fr. 22,50 (art. 270, § 5, n° 33, C. E.)

216. — La loi a prévu pour les donations 3 causes de révocation ou de résolution :

- 1° L'inexécution des charges ;
- 2° L'ingratitude du donataire ;
- 3° La survenance d'enfant.

217. — Les deux premières causes de résolution : l'inexécution des charges et l'ingratitude du donataire n'opèrent jamais de plein droit et doivent être prononcées par les Tribunaux. Les jugements prononçant ces résolutions sont passibles seulement du droit fixe et ne peuvent en aucun cas donner ouverture au droit proportionnel (art. 238 in fine C. E.)

Si la résolution était volontaire, elle constituerait un contrat intéressé passible du droit de vente, toutefois lorsque la résolution procède d'une intention de libéralité parfaitement caractérisée, elle doit être assujettie à un nouveau droit de mutation à titre gratuit : ce sont là des questions de fait.

218. — La résolution dérivant de la loi (résolution pour cause de survenance d'enfant) ne peut donner

ouverture au droit proportionnel. Cette résolution opère de plein droit avec les effets d'une clause résolutoire, les biens rentrent dans le patrimoine du donateur par le seul fait de la survenance d'enfant et dès lors ne peuvent en sortir une deuxième fois que par une nouvelle donation passible d'un droit de mutation. On trouve cependant différentes décisions en sens contraire (218).

219. — Quelle que soit la cause de la résolution, les droits perçus ne sont pas restitués.

Lorsqu'un enfant donataire d'immeuble excédant la quotité disponible a renoncé à la succession de son père donateur, et qu'il paie à ses frères une somme destinée à compléter leur réserve, cette somme est passible du droit de mutation à titre onéreux.

La réserve en effet, devant toujours être fournie en biens héréditaires, la fraction de l'immeuble donné est censée appartenir aux héritiers et par suite, la cession au donataire renonçant moyennant une somme d'argent est passible du droit de mutation à titre onéreux.

(218) Del. 16 février 1827, J. E. 8.719 ; Sol. 6 mai 1861. J. des Not. 17.139.

CHAPITRE TROISIÈME

DES DISPOSITIONS DEPENDANTES ET INDEPENDANTES

220. — Aux termes de l'article 26 C. E. :

« ...Lorsque dans un acte quelconque, soit civil, soit judiciaire ou extrajudiciaire, il y a plusieurs dispositions indépendantes où ne dérivant pas nécessairement les unes des autres, il est dû pour chacune d'elles et selon son espèce un droit particulier. — La quotité en est déterminée par l'article du présent décret dans lequel la disposition se trouve classée ou auquel elle se rapporte ».

Lorsqu'un acte renferme plusieurs dispositions, est indépendante toute disposition qui pourrait être éliminée de l'acte, sans qu'il cessât d'être complet en lui-même et de produire ses effets juridiques normaux, compte tenu à la fois de l'intention des parties et des dispositions de l'acte pris abstractivement (219).

Nous rechercherons dans ce chapitre les dispositions dépendantes et indépendantes que l'on rencon-

(219) Pilon, n° 601.

tre fréquemment en matière de donation en étudiant successivement dans six sections, les donations multiples, secondaires, les donations et aliénations à titre onéreux simultanées, la reconnaissance des dettes, les clauses accessoires et enfin des questions diverses.

Section 1

DES DONATIONS MULTIPLES

221. — Si deux personnes font donation par le même acte au même donataire, la perception doit être établie sur chaque bien donné comme si chaque libéralité avait fait l'objet d'un acte distinct.

Il en est ainsi alors même que la valeur transmise par l'un des donateurs consiste en une créance contre l'autre, destinée à s'éteindre par confusion sur la tête du donataire. Dans le cas d'une donation simultanée par le mari d'un immeuble propre, et par la femme, des reprises grevant cet immeuble, il est perçu deux droits (220).

222. — Lorsqu'une personne fait donation d'une somme d'argent et qu'un tiers dans le même acte s'engage à payer au donataire les intérêts de cette somme, il a été reconnu que deux droits proportion-

(220) Grasse, 1^{er} juillet 1845, J. E. 13.786.

nels distincts étaient exigibles, l'un sur le capital, l'autre sur les intérêts.

Notamment dans une espèce où les auteurs de la future épouse lui ayant constitué une dot de 200.000 francs productive d'intérêts dont ils ne devaient servir personnellement que la moitié, les aïeuls maternels s'étant engagés à payer l'autre moitié de ces intérêts (221).

223. — Lorsqu'une donation a plusieurs objets, chacun d'eux est passible du droit proportionnel, ainsi la donation du prix de vente d'un immeuble et de l'action en rescission de cette vente est passible de 2 droits, l'un sur le montant du prix l'autre sur la valeur de l'action, valeur qui doit être déterminée par voie de déclaration estimative (222).

224. — La stipulation par le vendeur d'un immeuble que le prix sera placé au profit d'une personne pour la nue propriété, et d'une autre personne pendant la vie du vendeur pour les intérêts est passible de 2 droits de donation, l'un sur le prix de vente, l'autre sur les intérêts (223).

(221) Sol. 8 Juil. 1874 T. A. V^o donation, n^o 549.

(222) Délib. 3-11 mai 1842, J. E. 12.991.

(223) Rouen, 15 janvier 1851, J. E. 15229.

Section II

DES DONATIONS SECONDAIRES

225. — Les donations secondaires sont les avantages qu'on peut stipuler au profit d'un tiers comme condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même, ou d'une donation que l'on fait à une autre personne.

Il arrive que dans une convention sérieuse ayant le caractère onéreux et faite sous signatures privées, l'une des parties consent à l'autre un avantage qui s'analyse en une véritable libéralité.

A raison de son caractère accessoire et comme étant comprise dans une convention principale qui a ses formes propres et ses conditions de validité, la libéralité ainsi faite est valable quoiqu'elle ne soit pas revêtue des formes habituelles des donations.

Cet avantage est consenti d'une manière *ostensible*, et les parties ne l'ont pas caché sous la forme d'une clause onéreuse auquel cas il y aurait donation déguisée.

La libéralité accessoire peut être adressée à l'une des parties (article 853 et 854 C. Civ.) ou à un tiers (stipulation pour autrui art. 1.121 C. Civ.)

226. — Bien que dispensée des formes ordinaires de la donation, le consentement du donataire est indispensable pour que la transmission s'opère.

Si ce consentement ne se manifeste pas d'une ma-

nière plus ou moins directe, le contrat ne se forme point, l'offre du donataire reste à l'état de simple projet et ne donne pas ouverture au droit proportionnel (224).

L'acceptation *verbale* ne saurait donner naissance à l'impôt, à moins que la donation n'ait pour objet des immeubles ou que s'agissant de meubles, il n'intervienne une reconnaissance judiciaire de don manuel.

Un acte est donc nécessaire, mais une acceptation tacite résultant de la participation du bénéficiaire au contrat paraît suffisante.

Ainsi dans une espèce ou il avait été fait donation secondaire d'une rente à 2 époux dont un seul présent au contrat avait accepté la libéralité, le droit proportionnel n'a été reconnu exigible que sur la part de l'acceptant jusqu'à ce qu'il fût justifié d'une acceptation quelconque de l'autre époux (225).

227. — Les donations secondaires peuvent être accessoires à un contrat à titre onéreux ou à un contrat à titre gratuit :

§ I. — DONATION SECONDAIRE ACCESSOIRE A UN CONTRAT A TITRE ONEREUX

228. — Par un arrêt des chambres réunies, la Cour de Cassation a décidé que la clause d'un acte de vente

(224) Sol. 6 avril 1895, J. E. 24858.

(225) Etampes, 21 déc. 1869, D. 72-5-179, n° 11.

par laquelle une rente viagère formant tout ou partie du prix est stipulée réversible au profit d'un tiers, constitue une disposition indépendante de la vente et par suite donne ouverture si ce tiers survit au vendeur indépendamment du droit proportionnel de vente perçu lors du contrat, au droit proportionnel de mutation à titre gratuit sur la valeur de la rente viagère (226).

Dans son arrêt la Cour ne parle que du cas où la réversibilité est « le fruit de la libéralité du vendeur vis-à-vis d'un tiers, qui était sans qualité pour intervenir au contrat de vente » de ces expressions il faut semble-t-il, conclure qu'aux yeux de la Cour, la décision de son arrêt ne doit pas atteindre la clause de réversibilité de la rente viagère au profit du coven-
deur ayant des droits à la propriété de l'immeuble. On conçoit en effet que cette stipulation ayant alors pour cause le concours de ce coven-
deur à l'aliénation, constitue non une disposition indépendante, mais une condition même de la vente, et que, comme telle elle ne saurait donner ouverture à un droit particulier de mutation (227).

(226) Cass. ch. réunies, 23 déc. 1862, S. 63-1-46, D. 63-1-64.

(227) Demante t. II, n° 599.

§ II. — DONATION SECONDAIRE ACCESSOIRE A
UN CONTRAT A TITRE GRATUIT.

228. — Il y a lieu de distinguer 3 cas.

229. — A) *Les 2 donations sont pures et simples.*

Si je consens une donation de 100 à charge de payer 50 à un tiers désigné et acceptant, il n'y a pas 2 dispositions indépendantes. L'objet de la donation n'est que de 100 et c'est cette somme qui seule est passible du droit proportionnel, sauf à varier la quotité du droit en raison du degré de parenté de chacun des bénéficiaires avec le donateur.

Cette solution n'est que l'application de l'avis du Conseil d'Etat des 2 et 10 septembre 1808, rendu en matière de succession.

Cet avis relatif aux sommes d'argent faisant l'objet d'un legs décide qu'elles ne sont pas soumises à un impôt du chef de l'héritier, comme faisant parti de la succession, et en outre à un impôt du chef du légataire particulier comme faisant l'objet du legs ; on ne perçoit qu'un seul impôt qui est dû par le légataire particulier. On n'en perçoit pas du chef de l'héritier considéré comme un intermédiaire sur la tête duquel la propriété passe en quelque sorte sans s'arrêter.

Cet avis bien que spécial aux legs a été étendu aux donations de sommes à prendre au décès, à l'égard desquelles on perçoit l'impôt du donataire, sans l'exi-

ger plus tard de l'héritier sur les sommes données bien que ces sommes fassent partie de la succession qu'il recueille.

Cette doctrine une fois adoptée, on l'a appliquée à la donation secondaire en disant que l'objet de cette donation doit être considéré comme ayant été directement acquis par le second donataire, sans avoir fait impression sur la tête du donataire principal.

On est même allé jusqu'à étendre l'exception au cas où la donation secondaire avait pour objet une somme d'argent et la donation principale un immeuble.

Il en a été ainsi décidé par un arrêt de la Cour de Cassation, du 2 Janvier 1812, ainsi motivé :

« Attendu que le droit proportionnel ayant été
« perçu sur l'universalité de l'objet donné, le
« vœu de la loi a été rempli, et que du système
« contraire, il résulterait que le même objet
« serait assujetti à deux droits de mutation, ce
« qui n'est ni dans l'esprit, ni dans le texte de
« la loi (228) ».

L'avis du Conseil d'Etat dont le principe est étendu aux donations, suppose des mutations de même nature c'est-à-dire deux mutations par décès. On a conclu de là que la règle qu'il établit ne pourrait être suivie si l'on était en présence de deux mutations de nature

(228) Cass. 21 janvier 1812, S. 20-1-488.

différente et spécialement d'une donation principale entre vifs et d'une donation secondaire éventuelle.

230. — Lorsque la donation secondaire n'est pas acceptée, le droit est perçu sur la totalité des biens transmis d'après le degré de parenté existant entre le donateur et le donataire principal, et un complément de droit devient exigible lors de l'acceptation ultérieure du donataire secondaire si celui-ci est à un degré de parenté plus éloigné.

231. — B) *La donation principale est pure et simple, la donation secondaire affectée d'un terme ou d'une condition*

I. — TERME

Lorsque la donation secondaire est à terme, le droit proportionnel est alors exigible dès l'acceptation de la libéralité par le bénéficiaire.

II. — CONDITION

Le droit est également exigible immédiatement si la donation secondaire est affectée d'une condition résolutoire.

Son exigibilité est suspendue dans le cas d'une condition suspensive, mais l'administration a admis l'imputation des droits perçus sur la donation principale

avec les droits exigibles par suite de l'acceptation ultérieure. (229)

Mais pour que les règles qui précèdent soient applicables, il faut qu'il existe une certaine simultanité des deux donations, au moins que la donation secondaire figure dans le contrat principal et que le bénéficiaire y soit désigné (230).

Ainsi il a été décidé (231), que lorsqu'il s'agit d'une donation actuelle et irrévocable de biens meubles et immeubles à charge de payer une certaine somme aux héritiers non dénommés du donateur et qu'il y a donation ultérieure de cette somme à des personnes désignées et acceptantes, un nouveau droit était exigible sans imputation.

232. — C) *La donation principale est actuelle,
la donation secondaire éventuelle.*

Au point de vue fiscal, la donation subordonnée au décès du donateur et à la survie du donataire est rangée dans la catégorie des mutations par décès.

Donc lorsque le donataire principal est chargé de payer une somme déterminée « aux héritiers naturels du donateur dans la proportion de leurs droits héré-

(229) Sol. 19 oct. 1872, J. E. 19.143.

(230) Naquet II, n° 923.

(231) Sol. 7 sept. 1885.

ditaires » au jour du décès du disposant, il y a là deux mutations qui, bien que dérivant d'une source commune, restent absolument distinctes, quant à leur nature, et à l'époque à laquelle elles se réalisent.

Il a été décidé que l'avis du Conseil d'Etat du 10 Septembre 1808 n'était pas applicable, et qu'il y avait lieu d'exiger à l'évènement un droit de mutation par décès sur l'importance de la donation secondaire, d'après le degré de parenté des *héritiers indépendamment* du droit acquitté par le donataire principal sur la valeur intégrale des biens donnés (232) même si le bénéficiaire de la donation secondaire était le donataire principal (233).

La même solution est appliquée lorsque le bénéficiaire éventuel est désigné nominativement dans l'acte de donation (234).

233. — Nous avons vu jusqu'ici le cas où l'objet de la donation secondaire est un bien du donateur, mais cet objet peut être un bien appartenant au donataire principal : dans ce cas, l'exécution de cette obligation constitue une transmission à titre onéreux, puisqu'elle ne procède pas d'une intention de libéralité, et elle

(232) Cass. 21 mars 1860, S. 60-1-471, D. 60-1-141 ; Demante n° 666 note.

(233) Périgieux, 22 juillet 1891, R. P. 7691.

(234) Cass. 5 mars 1872, S. 72-1-88, D. 72-1-105.

donne ouverture au droit proportionnel d'après la nature des biens transmis (235).

Section 3

DE LA DONATION ET DE L'ALIENATION A TITRE ONEREUX SIMULTANÉES

234. — Lorsque la vente est suivie de la remise partielle du prix, le contrat renferme une double convention, l'une à titre onéreux et l'autre à titre gratuit, et par suite il y a lieu de percevoir le droit de vente sur le prix de vente, et celui de donation sur la fraction de ce prix abandonnée gratuitement par le vendeur à l'acquéreur.

Il en est ainsi notamment dans une vente d'immeuble avec donation d'une partie du prix à l'acquéreur (236), dans une cession d'office avec donation d'une partie du prix (237).

235. — Il importe pour que la règle de perception soit applicable que la dualité des dispositions apparaisse nettement avec les caractères propres à chacune d'elles.

Le Tribunal de Langres par un jugement du 16

(235) [Toulouse, 9 janvier 1862, J. E. 17.803 ; Orthez, 28 juin 1873, J. E. 19.187.

(236) Cass. 14 mars 1817, S. 17-1-278.

(237) Cass. 22 janvier 1866, S. 66-1-79, D. 66-1-232.

Juillet 1879 (238) n'a vu qu'une donation avec charges dans une espèce ou après avoir cédé à un de leur fils un immeuble moyennant 30.000 fr. « dont 15.000 fr. sont donnés comme cadeau de mariage à l'acquéreur », des père et mère se sont immédiatement engagés à faire le partage de leurs biens entre leurs enfants à une époque déterminée, expliquant que « par suite de la donation de 15.000 fr. l'immeuble précité entrera pour une valeur de 15.000 fr. dans la portion de l'héritage revenant à leur fils ; que dès lors les autres enfants prendront avant tout partage une valeur égale dans le montant de l'héritage ».

236. — Si la remise du prix est totale, il n'y a point vente, « mais donation de la chose vendue, attendu que selon la remarque de Pothier, le prix qui est de l'essence du contrat de vente, est un prix sérieux que l'acheteur s'est obligé de payer. Or, dans cette espèce l'acheteur n'a jamais été obligé de payer le prix porté sur l'acte, puisqu'on suppose qu'il lui en a été fait remise dès le temps de la confection de l'acte » (239).

Le droit de donation est donc en principe seul exigible, à moins que l'intention des parties de faire deux conventions distinctes à titres différents, résulte des termes du contrat (240).

(238) Langres, 16 juillet 1879, R. P. 5330.

(239) Champ. et Rig. n° 2282 et S.

(240) Montpellier, 9 décembre 1857, J. E. 16673.

237. — De même que la vente à vil prix peut éventuellement donner lieu à la perception du droit proportionnel de donation (241), la circonstance que le prix est supérieur à la valeur du bien cédé ne saurait suffire à justifier la demande du droit de donation sur la différence, à moins cependant, qu'il ne soit démontré que les parties ont voulu dissimuler une donation sous la forme d'une vente, l'administration ayant le droit de poursuivre la fraude partout où elle existe (242).

Si le vendeur consent à réduire un prix trop élevé, il ne fait pas une libéralité, mais exécute simplement une obligation naturelle.

238. — La remise du prix ne peut être considérée comme une libéralité lorsqu'elle est stipulée comme l'une des conditions d'un contrat aléatoire, notamment dans le cas d'un bail fait pour une durée déterminée, moyennant un prix qui cessera d'être exigible au décès du bailleur. Le prix, en effet, a dû être fixé en tenant compte des chances qu'avait le preneur d'en être exonéré par la réalisation de l'évènement (243).

239. — Le droit de donation est exigible, indépendamment de celui de mutation à titre onéreux sur un acte de vente par lequel un tiers s'oblige au paiement

(241) V° Supra, n° 107.

(242) Champ. et Rig., n°s 2292 et s.

(243) J. E. 6026.

du prix, à condition que l'immeuble acquis reçoive une destination indiquée (244).

240. — Lorsqu'il est fait une donation par contrat de mariage à l'un des futurs époux d'une somme payable à terme, et remise en antichrèse d'une maison dont il percevra les loyers pour le paiement des intérêts, il est dû le droit de donation et celui d'antichrèse, cette dernière disposition ajoutant à la première qui n'avait pas besoin d'elle pour être complète (245).

Section 4

DE LA RECONNAISSANCE DE DETTES

241. — Lorsque le donateur charge le donataire de payer la totalité ou partie de ses dettes, il fait un acte émanant de sa seule volonté, en dehors de toute prescription de la loi.

Est-ce à dire que cet acte qui constitue au moins implicitement la reconnaissance des droits des créanciers soit de nature à fournir à ces créanciers un titre péremptoire, suffisant à lui seul à assurer le recouvrement des créances, et par suite passible du droit d'obligation.

En effet, le donateur délègue le donataire au paiement des dettes, or l'art. 69, § 3, n° 3, de la loi de fri-

(244) Brives, 3 juillet 1849, J. E. 14.779.

(245) Seine, 6 mars 1869, J. E. 18734.

maire (art. 271, § 11, VI, C. E.) assujettit au droit d'obligations « les délégations de prix stipulés dans un contrat pour acquitter des créances à terme envers un tiers sans énonciation de titre enregistré ».

D'autre part, il a été reconnu que le mot « prix » doit être entendu dans son acceptation la plus large, et comprend non seulement l'obligation contractée dans un contrat commutatif à titre onéreux, mais encore celle qui est imposée au bénéficiaire dans un contrat à titre gratuit (246).

242. — Cette question doit être résolue en distinguant deux hypothèses.

1° Si les créanciers sont présents à l'acte, le droit d'obligation est exigible, car l'acte pourra leur constituer un titre (247).

2° Mais si les créanciers sont absents, le droit d'obligation n'est pas exigible car « il serait contraire à l'équité de prétendre que le donateur qui se borne à observer une formalité que la donation exige (l'état des dettes) procure à ses créanciers par le seul accomplissement de cette formalité un titre qu'ils n'avaient pas contre lui et qu'il n'est pas dans l'intention de leur fournir » (248).

(246) Cass. 2 avril 1828, J. E. 9038.

(247) Cass. 21 juin 1832, S. 32-1-531.

(248) Inst. 386 § 19.

Qu'il s'agisse d'une donation ordinaire ou d'un partage anticipé.

On relève une décision analogue en matière de donation de biens présents et à venir.

« L'état ou la déclaration dont il s'agit se rapportant uniquement à la donation, et n'ayant lieu que dans l'intérêt particulier de celui en faveur de qui cette donation est faite, ne présente aux créanciers qui sont personnellement des étrangers à l'acte, aucune stipulation qui puisse servir de base légale à une action judiciaire contre le donateur... » (249)

Il en serait différemment si le contrat renfermait au profit des créanciers une reconnaissance ou une délégation expresse, car la volonté des débiteurs de constituer un titre à leurs créanciers qui n'en avaient pas est alors suffisamment établie (250).

Section 5

CLAUSES ACCESSOIRES

243. — Constituent des dispositions dépendantes, ne pouvant motiver la perception d'un droit particulier :

1° L'approbation donnée par deux enfants dans l'acte même, à la donation faite par leur père à un troisième enfant (251).

(249) D. M. F. 7 juin 1808.

(250) Reims, 1^{er} juin 1844, J. E. 13525-1.

(251) J. E. 13303-2.

2° La déclaration faite par le donateur que tous les meubles qui se trouvent renfermés dans la maison donnée sont la propriété du donataire (252).

3° La disposition portant qu'une partie des sommes données a été antérieurement prêtée à l'un des donataires qui l'a remboursée à une époque déterminée (253).

4° La clause qui impose à un donataire comme condition de la libéralité de compenser en ses mains une somme qui lui est due par le donateur (254).

Section 6

QUESTIONS DIVERSES

244. — La donation devenue définitive peut faire l'objet de conversion de différentes manières :

I. — PAIEMENT PAR ANTICIPATION

Le paiement par le donataire de son vivant, du montant d'une libéralité originairement soumise à l'évènement de son décès constitue « une libéralité actuelle passible immédiatement du droit proportionnel établi sur les donations entre vifs, attendu que cette anticipation du paiement fait acquérir actuellement

(252) Sol. Belge, 11 avril 1867, J. E. 18405-2.

(253) Seine, 4 avril 1832, Rec. Fessard 4.005.

(254) Sol. 26 mars 1878, J. E. 20759.

et irrévocablement à l'institué la somme sur laquelle il n'avait qu'un droit éventuel, d'après l'institution ». (255).

II. — TRANSFORMATION DE LA DONATION EN VENTE.

Il peut arriver que la donation soit transformée en vente. L'acte constatant cette transformation sera tarifé au droit fixe de fr. 22,50, comme acte de complément, si le taux du droit perçu sur le premier acte est supérieur au taux du droit de vente.

Cette transformation doit être assimilée à une annulation volontaire qui n'autorise pas la restitution du droit primitivement perçu (loi du 18 Janvier 1912)

Si au contraire le tarif de la vente est supérieur à celui de la donation, un complément de droit proportionnel sera exigible puisqu'en dernière analyse le contrat constitue une vente.

III. — CONVERSION D'UNE SOMME EN RENTE.

Lorsqu'après avoir donné une somme d'argent, le donateur s'engage pour tenir lieu du capital à servir une rente viagère au donataire, il se crée alors entre les parties une convention ayant pour objet une

(255) Cass. 21 déc. 1870, S. 71-1-37, D. 71-1-87.

valeur différente et passible à ce titre du droit proportionnel de constitution de rente.

245. — La renonciation à exiger des intérêts stipulés constitue une libéralité donnant ouverture au droit proportionnel qui lui est propre. Un jugement du Tribunal de Pamiers du 26 Avril 1883 a cependant statué en sens contraire (256).

Mais cette décision paraît erronée ; il n'est pas douteux que le droit du créancier à recevoir les intérêts à échoir n'est point une simple expectative, le créancier est d'ores et déjà investi d'une action contre le débiteur, seulement son action ne pourra s'exercer que lorsque l'époque convenue pour la perception des fruits sera arrivée.

246. — La déclaration ultérieure que le donataire conservera à titre de préciput, la libéralité dont il a été déjà gratifié n'ajoutant rien à la transmission, bien que rendant la position du bénéficiaire plus avantageuse, ne constitue qu'un acte de complément passible du droit fixe de fr. 22,50 (257).

Par contre, le droit proportionnel serait exigible si la déclaration de préciput s'appliquait à une somme ou valeur quelconque, remise à titre de simple avance. Dans ce cas, il s'opérerait une novation dans la

(256) Pamiers, 26 avril 1883, R. P. 6193.

(257) Délib. 6 oct. 1826, J. des Not. 5.919.

disposition qui deviendrait une véritable libéralité passible du droit proportionnel de donation sur l'importance de l'objet transmis.

247. — La donation de partie d'une part dans une société en nom collectif dont le donateur se réserve la gestion, et la formation dans le même acte d'une société en participation entre le donateur et le donataire, pour régler les conditions de cette gestion, ne donne ouverture qu'au seul droit de donation (258).

(258) Roanne, 26 déc. 1928, Gaz. Pal. 1929-1-236.

VU :

Le Président de la thèse,

E. PILON

VU :

Le Doyen,

BERTHELEMY

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY

BIBLIOGRAPHIE ET ABREVIATIONS

AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français, 5^e édit.,
12 volumes, Paris 1897-1922.

AMIAUD. — Traité formulaire du notariat, 5 vol. 7^e éd.
Paris 1924.

BAUDRIN. — Des droits de mutation à titre gratuit
Paris, Sirey 1929.

C. CIV. — Code Civil.

C. E. — Code de l'enregistrement (décret du 28 Déc.
1926. Portant codification des textes con-
cernant l'enregistrement).

CHAMPIONNIÈRE et RIGAUD. — « Traité des droits d'en-
registrement » 2^e édition, 6 volumes, Paris
1851.

D. — Dalloz, recueil périodique et critique de Juris-
prudence.

D. H. — Dalloz, recueil hebdomadaire de Jurispru-
dence.

D. REP. V^o ENR. — Dalloz, « Répertoire de législation
de doctrine et de Jurisprudence » au
mot Enregistrement.

DÉC. — Décision.

D. M. F. — Décision du Ministre des Finances.

DEMANTE. — « Principes de l'enregistrement, en forme de Commentaire de la loi du 22 frimaire, an VII » 4^e édition, 2 vol., Paris 1897.

DICT. RED. — « Dictionnaire des droits d'enregistrement, de timbre et d'hypothèque » par les rédacteurs du journal de l'Enregistrement et des domaines, 4^e édit., 5 vol., Paris 1907-1911.

DUBLINEAU. — « Traité théorique et pratique de l'enregistrement » 3^e édit., 1 vol. Paris 1924.

GAZ. PAL. — Gazette du Palais.

GOTHOT. — Les droits d'Enregistrement, 2^e édit., 1 vol., Liège 1926.

GUILHOT. — Manuel de droit fiscal, 6^e édit., 1 volume, Paris 1928.

INST. — Instruction de l'administration de l'enregistrement.

J. des NOT. — Journal des Notaires.

J. E. — Journal de l'Enregistrement.

JUR. CL. ENR. — Jurisclasseur de l'Enregistrement, 6 vol., Paris 1918.

NAQUET. — « Traité théorique et pratique des droits d'enregistrement » 2^e édition, 3 vol. Paris 1899.

PLANIOL. — « Traité élémentaire de droit civil » 9^e édition, 3 vol. Paris 1922.

- PLANIOL et RIPERT. — « Traité élémentaire de droit civil » 11^e édition, 3 vol. Paris 1928.
- PILON. — « Principes et technique des droits d'enregistrement » 1 vol., Paris 1929.
- RÉP. GÉN. — Répertoire général et raisonné de l'enregistrement, 9^e édition, 3 vol., Paris 1927.
- R. P. — Répertoire périodique de l'enregistrement.
- R. E. — Revue de l'Enregistrement.
- REV. NOT. — Revue des Notaires & de l'Enregistrement.
- SEM. JUR. — Semaine Juridique, hebdomadaire, édit. Godde, 25, Place Dauphiné, Paris.
- S. — Sirey, recueil général des lois et arrêts.
- SOL. — Solution de l'administr. de l'Enregistrement.
- T. A. — « Traité alphabétique des droits d'Enregistrement » par Maguéro, 2^e édition, 5 vol., Paris 1899.
- T. A. SUPP. — Supplément au traité alphabétique par Maguéro. Tassarini et Molas, 1 vol. Paris 1926.
- WAILL. — « Traité de droit fiscal » 3 vol., Paris 1902-06.
-

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	I
--------------------	---

TITRE I

Des tarifs et de la liquidation des droits....	1
CHAPITRE PREMIER. — Des tarifs.....	1
<i>Section 1.</i> — De l'histoire des tarifs.....	1
<i>Section 2.</i> — Des conditions d'application des tarifs.....	10
<i>Section 3.</i> — Des réductions et des augmen- tations de tarif.....	20
§ 1 ^{er} . — Des réductions de tarif.....	20
§ 2 ^e . — Des augmentations de tarif.....	25
<i>Section 4.</i> — De la transcription.....	27
CHAPITRE DEUXIÈME. — De la liquidation des droits.....	33
<i>Section 1.</i> — De l'évaluation des meubles..	33
<i>Section 2.</i> — De l'évaluation des immeubles	40
<i>Section 3.</i> — De l'évaluation de la nue pro- priété et de l'usufruit.....	44
<i>Section 4.</i> — Des charges.....	47

TITRE II

De l'exigibilité des droits.....	50
CHAPITRE PREMIER. — Des caractères extrin-	
sèques de la donation entre vifs.....	51
Section 1. — Des formes de la donation entre	
vifs.....	51
§ 1 ^{er} . — De la forme solennelle de l'acte de	
donation.....	51
§ 2 ^e . — De l'acceptation de la donation....	56
§ 3 ^e . — De la donation d'effets mobiliers....	61
Section 2. — Des libéralités dispensées de	
forme.....	62
§ 1 ^{er} . — Des renonciations gratuites.....	63
§ 2 ^e . — Des donations indirectes.....	71
§ 3 ^e . — Des donations déguisées.....	78
CHAPITRE DEUXIÈME. — Des caractères intrin-	
sèques de la donation entre vifs.....	89
Section 1. — De la gratuité.....	89
§ 1 ^{er} . — De l'exécution des obligations na-	
turelles.....	90
§ 2 ^e . — Des donations rémunératoires.....	94
§ 3 ^e . — Des donations onéreuses.....	95
§ 4 ^e . — Des donations mutuelles.....	107
§ 5 ^e . — Des fondations.....	109
Section 2. — De l'effet actuel et irrévocable.	110

§ 1 ^{er} . — Des conventions prohibées par la loi.	112
§ 2 ^e . — Des conventions compatibles avec le principe de l'irrévocabilité des donations	119
§ 3 ^e . — Des exceptions au principe de l'irré- vocabilité des donations.....	128
CHAPITRE TROISIÈME. — Des dispositions dé- pendantes et indépendantes.....	131
Section 1. — Des donations multiples.....	132
Section 2. — Des donations secondaires....	134
§ 1 ^{er} . — Donation secondaire accessoire à un contrat à titre onéreux.....	135
§ 2 ^e . — Donation secondaire accessoire à un contrat à titre gratuit.....	137
Section 3. — De la donation et de l'aliéna- tion à titre onéreux simultanées.....	142
Section 4. — De la reconnaissance de dettes	145
Section 5. — Clauses accessoires.....	147
Section 6. — Questions diverses.....	148
BIBLIOGRAPHIE & ABRÉVIATIONS.....	152

Imprimerie LES PRESSES MODERNES

45, Rue de Maubeuge, PARIS

— Ateliers de Reims (Marne) —

